



HAL
open science

KHARTOUM: VILLE REFUGE ET METROPOLE RENTIERE

Eric Denis

► **To cite this version:**

Eric Denis. KHARTOUM: VILLE REFUGE ET METROPOLE RENTIERE. Cahiers du Gremamo, 2006, n°18, pp.87-127. halshs-00366515

HAL Id: halshs-00366515

<https://shs.hal.science/halshs-00366515>

Submitted on 8 Mar 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

KHARTOUM : VILLE REFUGE ET METROPOLE RENTIERE MEGAPOLISATION DES CRISES CONTRE METROPOLITE

*Par Éric DENIS**

Les berges de la vallée du Nil accueillent deux des plus grandes métropoles d'Afrique, Le Caire et Khartoum avec, respectivement, 12 et 5 millions d'habitants. Mais ces deux capitales, en dehors de la similitude de leur position, connaissent des dynamiques morphologiques radicalement opposées participant et témoignant de destins divergents. Elles occupent toutes deux, des sites clés du cours du Nil, que ce soit la confluence des deux Nil pour Khartoum ou l'apex du delta pour le Caire, mais la première est l'exemple même d'une métropole à l'étalement extensif alors que la seconde se caractérise comme l'une des villes les plus denses du monde avec Bombay. Dans la première, l'habitat individuel non mitoyen reste la norme alors que, dans la seconde, les immeubles entre 3 et 5 étages de part et d'autre de rues étroites déterminent l'ambiance urbaine. Leur rapport à la dualité foncière, entre bande fertile et déserts, leur confère des trames d'occupation parfaitement antinomiques. Khartoum ne cesse de s'étaler alors que les densités ne fléchissent guère au Caire. Bien entendu, le partage du même fleuve ne justifie pas la comparaison, de même que l'histoire plus que millénaire du Caire façonne une trame difficilement juxtaposable à celle étroitement contemporaine de Khartoum fondée en 1830¹. Un étalement mégapolitain marqué par la précarité caractérise Khartoum, résultat de plus de vingt ans de crises politiques et environnementales. Émerge néanmoins à présent, avec la captation exclusive de la rente pétrolière naissante qui amplifie encore les profondes inégalités, un nouveau cycle favorable à la mégapolisation sans partage des revenus extraits du sol national (agriculture, or, bois...).

Les conséquences sur les formes urbaines de ces tendances actuelles seront documentées en partant d'une analyse spatiale de sa croissance récente, engagée avec

* Laboratoire SEDET, CNRS 7135.

¹ Même si la somme des dissemblances rend l'exercice apparemment formel, je ne voudrais pas, dans ce texte masquer une tendance "naturelle" à l'analogie que, arrivant du Caire où je travaille depuis une dizaine d'années, je mets forcément en œuvre pour lire Khartoum. Or il me semble que cette étape parfaitement primaire de l'appréhension d'une ville, n'est pas forcément à masquer. Elle aide à faire partager une certaine compréhension des états et des dynamiques en permettant de dégager les spécificités et les fondamentaux d'un destin et d'une personnalité citadine. De même, que nous avons tous un idéal-type de la ville, rarement explicité, qui nous sert de façon préconsciente d'étalon de référence pour évaluer les manières de faire ville observées – celui d'une ville européenne caractérisée par le dynamisme de la démocratie locale et le couple densité et diversité. Des dimensions idéelles dont il reste aisé de montrer que les pratiques comme les politiques de et dans la ville ont pour objet de lutter contre (cf. E. Denis, 2002).

notre regretté collègue Michel Chesnais, prématurément décédé en 2001. Encadré par une description de l'urbanisation du pays et de la forte polarisation démographique, ce portrait morphologique de Khartoum introduira les deux dimensions qui expliquent cette configuration spécifique, à savoir, la combinaison d'une mégapolisation de crises et d'une métropolisation témoignant de la continuité de l'exploitation extractive du pays paradoxalement ré-activée depuis une dizaine d'années par le régime, le boycott occidental et le basculement vers l'Asie concomitant. L'exposé de ces dimensions explicatives, jalonnées de descriptions des configurations socio-spatiales spécifiques qu'elles engendrent au sein de la métropole, sera suivi d'une analyse des politiques de maîtrise de la ville et du sol qui introduira de possibles pistes de recherche pour comprendre comment l'ensemble fait système et se maintient. Notre objet est encore de proposer une première lecture de la manière dont s'hybride, dans la fabrique de la capitale soudanaise, ce qui relève d'une insertion économique et politique spécifique sur la scène internationale et ce qui est la conséquence de la gestion des crises nationales. Dans leur actualité immédiate, les configurations de la capitale soudanaise reflètent et participent de son rôle de pôle d'affichage, d'agitation et de négociation des contradictions internes et internationales. Une dynamique spatiale infléchie en 1989 par la capture exclusive du pouvoir par un régime se réclamant de l'islam politique radical.

MEGAPOLISATION ET ETALEMENT

Une mégapolisation accélérée

Le taux d'urbanisation du Nord-Soudan, actuellement le plus élevé parmi les pays du Sahel, a triplé en 40 ans, passant de 11% en 1955 à 24,7% en 1983, puis à 32,1% en 1993 (une ville étant administrativement définie au Soudan comme une localité de plus de 5000 habitants ou de moins de 5000 habitants, mais possédant des fonctions administratives importantes). Le taux moyen annuel de croissance de la population urbaine a été de 6% durant la dernière décennie (contre 4,8% durant la décennie précédente ; le taux 1983-93 de croissance de la population rurale n'était que de 2,3%). Ainsi les agglomérations urbaines du pays étaient au nombre de 116 en 1993, contre 47 en 1955. De même, la population urbaine du Nord-Soudan s'est accrue très fortement au cours des 40 dernières années, passant de 830 000 habitants à 6820000 habitants, soit une multiplication par huit. Le fossé entre la capitale et les métropoles régionales du pays est immense : entre 1955 et 1993, l'indice de primatie² a presque doublé : en 1955, la deuxième ville, al-Ubayd (capitale du Kordofan), était 5 fois moins peuplée que Khartoum ; elle a cédé sa place à Port-Soudan, qui est 9,5 fois plus petite que Khartoum en 1993. Avec 308 000 habitants en 1993, la taille de l'unique porte maritime du Soudan est très faible pour un hinterland continental de 30 millions d'habitants : la faiblesse économique du Soudan n'explique pas tout, la domination de Khartoum s'expose sans partage ne laissant que les miettes de spécialités dépendantes aux autres villes. Comme

² L'indice de primatie est le rapport entre la population de la première et de la deuxième ville du pays. Selon les théories de la géographie urbaine et dans le cas d'un système de villes parfait, du simple point de vue statistique il s'entend, il devrait être égal à 2.

dans la plupart des États de la région, lorsque la capitale n'est pas située sur le littoral, la deuxième ville est un port : la situation de Port-Soudan est comparable à celle d'Alexandrie en Égypte, de Mombasa au Kenya ou de Massawa en Érythrée. Observé dans de nombreux pays, ce basculement progressif des réseaux urbains vers les littoraux, initié par les intérêts coloniaux, se renforce avec l'intégration inéluctable des marchés nationaux à l'économie-Monde. Il explique ici le léger avantage de Port-Soudan par rapport aux 5 autres métropoles régionales, dont la différence de taille tient dans un mouchoir de poche : de 211000 à 234000 habitants en 1993... Le terminal pétrolier inauguré en 2000 dans de nouvelles installations portuaires proche de Port-Soudan renforce encore l'association avec Khartoum par où passe l'oléoduc qui draine l'or noir depuis la région de Bentiu, de part et d'autre du site pionnier d'Heglig à quelques 500 kilomètres au sud-ouest. A l'issue de cette période, émerge ainsi un modèle d'organisation cristallin presque parfait et centré sur le Nord-Soudan : une métropole dominant 6 villes secondaires de taille quasi égale (Cf. Tableau 1)³

³ La guerre au Sud-Soudan qui n'aura connu qu'une interruption de 1972 à 1983 depuis la proclamation de l'indépendance en 1955 ne permet pas de disposer de chiffres fiables concernant la population du Sud-Soudan en dehors des recensements de 1955-56 et de 1983 (en 1983 la guerre venait juste de reprendre et la population du Sud est très certainement sous-estimée). La population proposée en 1993 pour le Sud par le bureau central des statistiques reste donc très hypothétique, elle tient compte de la guerre mais l'évaluation reste maximale tant la guerre a repris avec une intensité jamais égalée après 1983 avec ses cortèges de morts, de déplacés au Nord et de réfugiés de l'Éthiopie à l'Ouganda en passant par le Kenya mais aussi au Caire et dans les démocraties industrielles. La population résidente est sans doute plus proche aujourd'hui de 4 millions que de 7, nombre potentiel d'habitants si le Sud avait continué selon une dynamique démographique comparable à celle qu'il connaissait avant 1983 (Les Nations Unies avancent, s'appuyant sur les estimations des ONG, le chiffre de 8 millions). Le comptage des populations du Sud sera une des bases de l'état des lieux qui devrait suivre immédiatement l'accord de paix tant attendu et actuellement en cours de négociation. Les villes, elles-mêmes y sont soumises à des variations de populations très brutales liées au déplacement des fronts et des alliances comme aux afflux de réfugiés en fonction de la sécurité et de la distribution de nourriture par les ONG. C'est pourquoi le taux d'urbanisation n'est calculé que pour le Nord-Soudan, plus les quelques villes sous contrôle gouvernemental en 1993, dont les plus importantes comme Juba, Wau (95 000 habitants), Malakal et Rumbek. Juba est devenue, avec la reprise de la guerre, une ville refuge et de garnison approvisionnée depuis Khartoum par un véritable pont aérien ; sa population a continué de croître sans que l'on sache très bien la stabilité de ce peuplement

Tableau 1 : Les dix plus grandes agglomérations du Nord Soudan 1955-1993

R A N G	% urbain	Agglomération	Population en milliers d'habitants					Taux moyen de variation annuelle			
			1955-56	1964-66	1973	1983	1993	1955/6 5	1965/7 3	1973/8 3	1983/93
			1	42,8	Khartoum	260,6	460,0	784,3	1 343,0	2 919,8	6,16
2	4,5	Port-Sudan	50,3	82,2	126,7	205,0	308,2	5,30	5,57	4,93	4,16
3	3,4	Kassala	39,8	68,1	99,7	140,5	234,6	5,82	4,87	3,49	5,26
4	3,4	Kusti / Rabak	22,9	50,7	83,8	114,2	232,9	8,72	6,49	3,14	7,39
5	3,4	Ubayd al-	53,9	63,8	90,1	138,0	229,4	1,79	4,40	4,36	5,21
6	3,3	Nyala	14,0	27,1	59,6	112,4	227,2	7,22	10,34	6,55	7,29
7	3,1	Wad Madani	50,2	66,4	106,7	144,3	211,4	2,99	6,12	3,06	3,89
8	2,7	Gadarif	17,9	45,5	66,5	115,8	181,2	10,35	4,85	5,71	4,58
9	2,1	Fashir al- Atbara /	28,1	41,3	51,9	84,3	141,9	4,12	2,90	4,96	5,34
10	2,0	Damar	42,1	57,8	83,2	99,8	138,9	3,39	4,65	1,83	3,36
		Juba	1,7	NA	56,8	83,8	125,3	-	-	3,97	4,10
	70,8	Total urbain	830,0	1 424,0	2 374,0	3 776,0	6 820,0	5,85	6,60	4,75	6,09
		taux urbanisation Nord-Soudan	11,1	15,3	21,2	24,7	32,1				
		Sud Soudan	2 751,9	3 223,8	3 684,0	5 271,3	4 321,0		1,68	3,65	-1,97
		dont Juba	1,7	NA	56,8	83,8	125,3	-	-	3,97	4,10
		Nord Soudan	7 479,7	9 307,0	11 188,0	15 293,1	21 266,6	2,33	2,33	3,17	3,35
		Soudan	10 231,6	12 530,8	14 872,0	20 564,4	25 587,6	2,16	2,16	3,29	2,21

Source : recensements de la population (en italique estimations de population)

La capitale, Khartoum prend une place toujours plus considérable dans la population urbaine du Nord-Soudan passant de 31,4% en 1955-56 à 42,8% en 1993. Elle devient ainsi la plus peuplée des villes du Sahel, devant Dakar à l'autre bout du continent, et de toute l'Afrique orientale, devant Addis Abeba et Nairobi, capitales de pays plus peuplés mais moins urbanisés. Comme dans beaucoup d'autres pays, la période de construction nationale après la proclamation de l'indépendance en 1955 par un gouvernement uniquement constitué de Nord-Soudanais se traduit par un renforcement du rôle de la capitale – Par l'essor de l'administration centrale et la poursuite d'une politique d'industrialisation centralisée qui ne cesse de drainer les migrants des provinces (el-Bushra, 1980). Toutefois, son poids n'augmente que très sensiblement, de 4 points entre 1955-56 et 1983, alors qu'ensuite, en dix ans, de 1983 à 1993 sa suprématie dans la hiérarchie urbaine s'accroît de plus de 7 points, forte d'un taux de croissance annuelle sans précédent dépassant 8% par an ! Sa population double tous les dix ans. Aussi, dès 1993, Khartoum capitalise un tiers de la croissance urbaine du Soudan. A présent, le

taux de croissance de la métropole s'est nettement infléchi, même s'il demeure exceptionnellement élevé pour une métropole de cette taille, puisque encore de l'ordre de 5%⁴.

⁴ Nous nous référons ici aux données du pré-survey censitaire de novembre 2002. Si le recensement de 1993 a été le dernier à être publié, un nouveau recensement était prévu pour avril 2003. La préparation de ce dernier a suivi son cours jusqu'à la fin de l'année 2002, notamment la pré-énumération qui permet d'organiser les opérations suivantes et donne de façon précise, par comptage, foyer par foyer, le nombre de familles et d'habitants par village et par quartier pour tout le Nord-Soudan. Le recensement lui-même a été reporté en prévision d'un accord de paix prévu pour l'été 2003 et toujours attendu fin juillet afin qu'il puisse couvrir de façon harmonisée le Nord et le Sud Soudan – le comptage représente évidemment une étape déterminante du processus de paix déterminant les rapports de force et la répartition des richesses. Nous avons pu avoir accès aux données de 2002, dans le cadre d'une coopération visant l'élaboration d'un SIG sur le peuplement détaillée du Nord-Soudan associant le département de géographie de l'Université de Khartoum et le bureau central de la statistique. Ce projet est financé par la délégation européenne à Khartoum (Programme Humanitarian Plus, le CNRS et l'Ambassade de France) et doit être étendu au Sud-Soudan en 2004-2005).

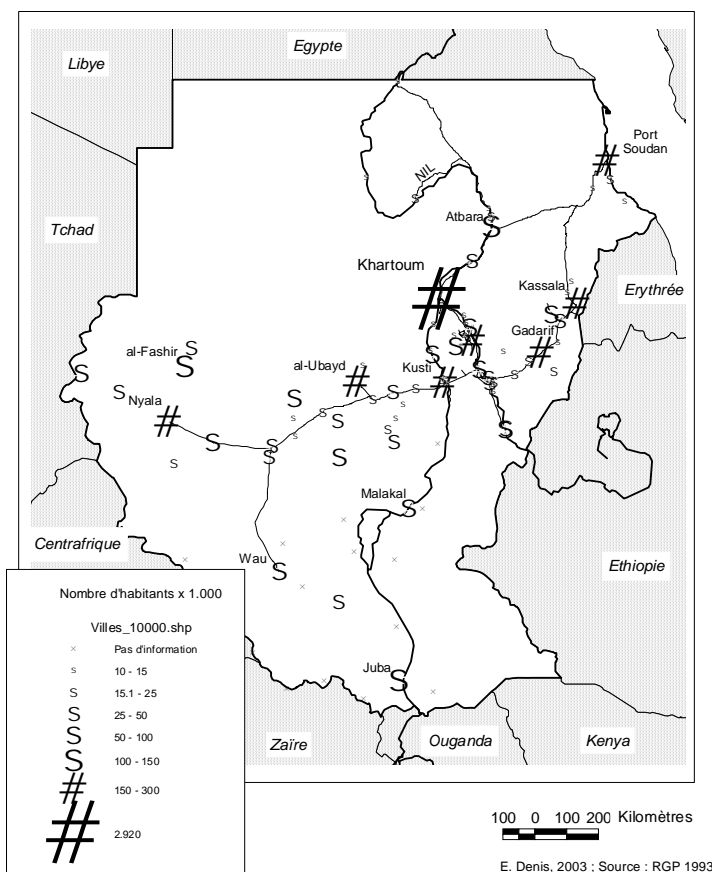


Figure 1 : Les agglomérations soudanaises de plus de 10.000 habitants en 1993

Étalement

Accueillir près de 1,5 millions d'habitants supplémentaires entre 1993 et 2002, 1,6 durant la décennie antérieure et déjà 560 000 entre 1973 et 1983 implique une extension ou une densification sans précédent de la métropole. En l'occurrence, il s'est agi d'un étalement. Bien que très lâche, l'occupation du sol dans l'agglomération existante n'autorise pas une forte densification. La partie urbanisée est clairement cadastrée et appropriée sur la base de vastes concessions dont les plus petites font 250 m² et les plus grandes dépassent les 600 m² ; et, elle ne fait l'objet que d'un très faible marché de

subdivision. La densification n'est pas courante, à l'exception de quelques zones inondables, de fonds de *wadi* qui ont pu être squattés temporairement par des primo-arrivants jusqu'à leur déguerpissement et parfois leur relogement, par attribution de lots, plus loin en périphérie sur des terrains publics mais toujours au péril des pluies.

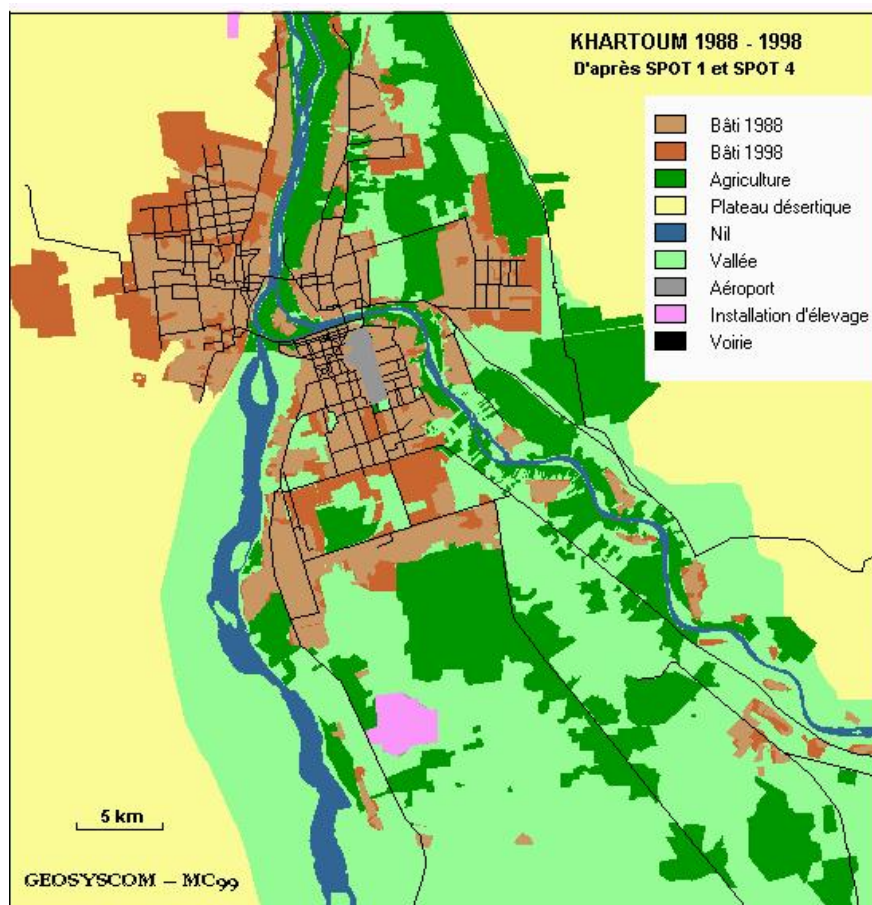


Figure 2 : Source Spot 1 et 4 ; traitement Michel Chesnais (cf. planche 4 couleur hors-texte).

Car, même si Khartoum n'a cessé de déborder les schémas supposés orienter son extension et organiser son équipement en infrastructures, la maîtrise foncière demeure très forte. Certes, elle n'a jamais été complète, nous y reviendrons ; les primo-extensions irrégulières sont devenues dominantes, mais force revient rapidement à la loi et à l'application des schémas cadastraux, soit par régularisation sur place, soit par ré-attribution de lots en périphérie lointaine ou encore par déguerpissement sans compensation. Force est de reconnaître la capacité des services compétents à garantir, dans la majeure partie de l'agglomération et de ses extensions, l'intégrité de la propriété publique et privée, de même que les tracés et réserves inscrites sur les plans cadastraux.

La protection de la propriété foncière est de fait un élément essentiel du fonctionnement de l'économie métropolitaine soudanaise fondée sur la fixation de la valeur dans le foncier dans un contexte de forte inflation, de dévaluation constante de la monnaie et d'incertitude de l'investissement productif. L'entreprise commerciale et industrielle est en effet légalement moins protégée que le foncier et ses revenus davantage taxés. La forte demande de foncier et d'immobilier avec l'essor de l'exploitation pétrolière et le retour à la paix amène à un creusement du fossé entre le marché institutionnel et le marché populaire.

L'amplitude et les formes de l'extension peuvent être évaluées à partir de la comparaison de deux fichiers images l'un de 1988 et l'autre de 1998⁵. Il est résulte que l'agglomération s'est étendue d'un quart, soit de quelques 120 kilomètres carrés, entre 1988 et 1998. Les autres variations sont conséquentes ou proviennent des dates de passage du satellite : l'image de 1988 a en effet été prise au moment des crues quasi-concomitantes des deux Nil, en juillet, d'où une emprise du fleuve deux fois plus élevée qu'en 1998 où le "cliché" est daté du mois de janvier.

⁵ Respectivement multi-canaux pour Spot 1 et Spot 4. Un des problèmes de la comparaison d'images à des dates différentes tient à la nécessité de s'assurer que les images sont géographiquement comparables. En effet il peut être rappelé simplement que la trace des satellites n'est pas méridienne et donc que les images obtenues sont déformées par rapport au référentiel courant des coordonnées géographiques. Il importe donc de redresser les images ou, plus précisément, de ré-échantillonner une grille géographique à partir de la grille de pixels du fichier-image. Cette opération est complexe et peut être réalisée selon divers algorithmes, pourvoyant des résultats adaptés à des projets différents allant de la qualité de représentation à la qualité de conservation des valeurs originelles. De plus il faut être conscient que le redressement géographique d'une image introduit de fait des erreurs marginales, d'autant plus importantes que l'extension du territoire est grande et donc que les marges sont éloignées du centre de l'image où le système de projection utilisé est le plus efficace. En conséquence, plus l'image est grande plus les distorsions sur les marges sont importantes, venant de ce fait compliquer la procédure de ré-échantillonnage et introduire un risque d'erreur supplémentaire. C'est pourquoi notre étude est limitée à une couverture de 57 kilomètres par 57 kilomètres et la dynamique est cadrée au centre de l'image, les marges étant désertiques et stables, du moins à l'échelle de cette première approche. Ces images ont ensuite été exploitées en suivant différents traitements associant compositions colorées multi-canaux et classifications supervisées, après que des opérations successives de filtrage aient permis d'éliminer les pixels mixtes, éléments de perturbation de l'identification taxonomique. L'objectif était en effet de produire deux images comparables suivant une même taxonomie. La comparaison des deux images, et plus précisément des deux fichiers-images, permet de construire une matrice de transition, dans laquelle sont répertoriés tous les pixels n'ayant pas changé d'état – sur la diagonale – et ceux traduisant un changement d'affectation du sol. De la sorte, à la comparaison des deux états, il est possible de mesurer et de représenter sous la forme d'une spatio-carte (figure 1), la distribution géographique des secteurs caractérisés par un changement d'affectation du sol.

Tableau 2 : Évolution de l'occupation du sol entre 1988 et 1998

	Km ² 1998	%	Variation Km ² 1988/98	% / an
Bâti	414,9	12,7	120,2	3,5
Agriculture	430,8	13,2	-126,6	-2,5
Désert	1 381,5	42,2	-65,8	-0,5
Nil	88,7	2,7	-84,2	-6,5
Vallée	942,5	28,8	174,1	2,1
Aéroport	6,0	0,2	0,2	0,4
Élevage	11,3	0,3	-18,0	-9,1
Total	3 275,7	100,0	-1	0,0

Source : Spot Image ; traitement M. Chesnais, Geosyscom.

Le taux moyen annuel d'étalement du cadre bâti durant la période atteint 3,5%. A taux constant, il induit donc un doublement de l'agglomération tous les 20 ans. Cela signifie encore, malgré l'ampleur de l'étalement, qu'une densification est en cours puisque le taux de croissance démographique reste plus élevé. Dans l'urgence et la précarité, Khartoum devient une des métropoles parmi les plus denses d'Afrique avec plus de 10 000 habitants par kilomètre carré. Même, sans doute, l'une des plus denses, après Le Caire qui affiche toutefois encore une densité triple à celle de Khartoum à la même date. A titre de comparaison, Bamako affichait alors une densité de 3500 habitants par kilomètre carré, Nairobi de 1800, Dakar de 2500, Addis Abeba de 2400, Brazzaville de 1100 ou encore l'agglomération parisienne de 3.700. Bien entendu, il faut prendre ces valeurs uniquement comme des ordres de grandeur ; les mesures ne sont, en effet, pas strictement comparables – elles renvoient parfois à des frontières administratives plutôt qu'à des limites de bâti délimitées selon la même méthode. Pour le Caire, en revanche, la comparaison relève strictement de la même méthodologie – il s'agit dans les deux cas de densités ramenées au périmètre des agglomérations morphologiques. Les différences de dynamique sont donc significatives. A présent, la densité du Caire est stabilisée, voire même tend à se réduire avec le peuplement lent mais certain des villes nouvelles. L'extension du bâti contiguë de l'agglomération y est désormais inférieure à 2% par an, hors villes nouvelles s'alignant sur un taux de croissance de la population lui aussi inférieur à 2%, c'est-à-dire moindre que celui de l'Egypte. Cependant, avec 11 millions d'habitants sur 300 km², le Caire reste plus de quatre fois plus dense que Khartoum.

En revanche, à Khartoum, malgré l'étalement très important, la densité croît de 2,4% par an. Même si nous faisons l'hypothèse d'un taux de croissance annuel fléchissant, entre celui de la période 1983-1993 de 8% et 1993-2002 de 5%, soit établi à 6% en 1988, le croît démographique demeure nettement plus élevé que l'étalement : 6 VS 3,5%/an.

Tableau 3 : La densification dans l'étalement

	1983	1988	1998	croissance absolue	var % /an
population (x 1 000)	1 343	1 981	3 547	1 566	6,00
densité (habts /Km ²)		6 719	8 548		2,44

La densification de Khartoum n'est toutefois pas apparente car elle ne s'accompagne pas d'une élévation du bâti. Le *hush*, l'enclos familial demeure en effet la norme. En 1993, 92% de ménages vivaient dans des maisons individuelles d'une ou plusieurs pièces et d'un seul étage. Ainsi, 60% du sol de l'agglomération est occupé par les fonctions d'habitation, alors que les espaces publics et la voirie ne s'étendent que sur 25% et les services sur 15% – les souks essentiellement. Ces derniers sont d'ailleurs les lieux avec la voirie où se mesure très clairement la densité et la densification marquée par des difficultés à circuler croissante.

Dans les extensions populaires en 1993, les densités pouvaient déjà ponctuellement dépasser 30 000 habitants par kilomètres carrés, comme à Hag Yusîf, précisément à Maygûma et Hilat Kuku. A Umbadda, extension populaire largement régularisée d'Omdurman, à l'ouest de l'agglomération, les densités atteignaient déjà 14 000 habitants par kilomètre carré en 1993 et ont doubler depuis sans élévation du bâti.

La taille des parcelles s'est très réduite et elles sont de plus en plus densément loties. Plusieurs familles partagent couramment les lots dans les extensions récentes, chacun y construisant son abri selon ses moyens ; d'aucuns louent aux primo-arrivants, d'autres rejoignent des proches. Dans les extensions les plus précaires, les tentes voisinent avec les abris, accommodant les matériaux de récupération en tout genre et s'agrègent au bâti fait de briques de terre crue qui se consolide au gré de l'insertion de la famille et des opportunités de travail de ses membres. Souvent, l'enclos délimité par un mur d'enceinte n'existe pas. Né d'une appropriation illégale directe ou via des intermédiaires, le parcellaire reste incertain et dessine une propriété qui demeure contestable alors que les besoins de revenus amènent à des bourrages et des re-découpages incessants et rarement enregistrés. En 1993, 16% des unités familiales n'étaient pas entourées d'un mur. Il faut à ce titre admettre que l'étalement évalué ici est minimum dans la mesure où la signature spectrale de ce type d'habitat précaire composé de briques de terre crue et de bois se distingue mal du sol désertique environnant et, malgré les corrections manuelles suite aux observations de terrain, des oublies restent possibles invitant à prendre encore une fois les mesures comme des ordres de grandeur. Les *Dar al-Salam* forment aussi un parcellaire dense au regard des normes citadines traditionnelles. Les lots cadastrés varient entre 500 et 200 mètres carrés selon la catégorie des quartiers classés de la première à la troisième. Mais 85% du stock de logements appartient à la troisième, voire à la quatrième catégorie et à l'habitat illégal. L'insécurité de la propriété concerne 40%

de l'habitat. Les 15% restant, forment les quartiers centraux et leurs extensions (El Agra, 2002). Cette répartition reflète évidemment la structure sociale.

Dans les trames d'accueil planifiées sur les marges de l'agglomération – ces extensions de substitution à l'habitat illégal de quatrième catégorie –, les lots de base font entre 200 et 250 mètres carrés, mais ils font ensuite l'objet d'un re-découpage et d'un bourrage. Le *Dar al-Salam* le plus étendu et le plus peuplé occupe les marges désertiques à l'extrême ouest d'Omdurman. En 1993, il comptait déjà, six ans après les premières implantations, 73 000 habitants et plus de 200 000 en 2002, soit un taux de croissance annuel de près de 12% par an ! Les terrains sont distribués par les services compétents à des migrants anciennement insérés dans la ville, ou plutôt à des déplacés en mesure de prouver une résidence continue depuis 1990 et qui squattaient des terrains péri-centraux convoités. Les gens originaires du Sud y sont majoritaires suivis des populations de l'Ouest. Chaque lot accommode rapidement plusieurs ménages. L'essentiel de la densification, répondant aux normes de solidarité et d'hospitalité, résulte du processus de migration humanitaire où les primo-arrivants ont à loger progressivement de plus en plus de membres de la famille et de proches qui viennent chercher refuge, travail et nourriture dans la capitale après avoir tout perdu dans leur région d'origine, leur troupeau ou leur récolte faute de pluie ou fuyant les exactions liées à la guerre au Sud-Soudan, l'insécurité et les conflits tribaux (pasteurs VS agriculteurs en particulier) dans le Darfour. Cette hospitalité impérative grève lourdement les capacités d'insertion et de sécurisation des familles.

En 1993 à Khartoum, les ménages, dont 35% comptaient au moins 8 membres, étaient composés d'à peine 40% de familles nucléaires, contre 42% de familles étendues et 18% de familles composites alors que 7% des ménages n'avaient aucun membre travaillant, 42% un seul et 23% deux. Les enquêtes dans les quartiers abritant majoritairement des migrants récents du Sud indiquent aussi que les femmes sont davantage et plus rapidement insérées que les hommes et de ce fait travaillent beaucoup plus, 2 à trois fois plus, apportant l'essentiel des maigres ressources des ménages.

On l'aura compris à demi-mot, la densification s'associe à l'extension. Elle tient à l'intensité de l'apport migratoire et au mode d'accommodation populaire qui y est associé – aux modalités solidaires⁶ de faire face aux crises. Ainsi, par appropriation illégale des franges désertiques et bourrages, les vides entre les extensions légales et les quartiers périphériques se trouvent à présent totalement comblés réduisant l'isolement planifié et initial des *Dar al-Salam*. Fort de ce constat, il est possible d'imputer la quasi-totalité de la croissance démographique aux 120 kilomètres carrés d'extension observés à partir de la comparaison des images de 1988 et 1998. Les projections fondées sur le

⁶ Il ne faudrait toutefois pas idéaliser des solidarités qui relèvent d'obligations morales et ne se réalisent pas sans résistances. Les stratégies individuelles et des uns contre les autres, comme la délinquance et le vol sont aussi très prégnantes et parfois très organisées. De même, les migrations humanitaires engendrent en masse des éclatements familiaux dramatiques, multipliant le nombre de foyers féminins avec enfants, favorisant l'anomie et les rapports conflictuels alors que les élites anciennes perdent de leur légitimité dans la régulation des différents et le maintien des normes. C'est aussi cela le futur de Khartoum.

recensement de 1993 et l'hypothèse d'une stabilisation de la croissance naturelle et d'un relatif épuisement des courants migratoires estimaient à 4,3 millions le nombre d'habitants en 1998 et à 5,3 en 2003. L'évaluation de l'étalement morphologique entre 1988 et 1998 invite à considérer ces estimations comme des ordres de grandeur tout à fait plausibles – Les estimations parfois avancées envisageant plus de 7 millions d'habitants ne correspondent ni à la dynamique morphologique, ni aux indicateurs démographiques disponibles et relèvent de l'argumentaire politique visant à obtenir des aides ou du catastrophisme. Le comptage organisé en novembre 2002 pour la préparation du recensement reporté en 2003 a révélé une population de l'agglomération de 5 millions. Cela suffit à en faire la quatrième agglomération d'Afrique derrière Le Caire, Lagos et Kinshasa à égalité avec Kinshasa mais loin devant Alexandrie et Abidjan (Source : Moriconi-Ebrard, 2000).

REDISTRIBUTION DEMOGRAPHIQUE DANS LA METROPOLE

Khartoum se compose de trois agglomérations séparées par le Nil blanc à l'ouest et le Nil bleu au Nord-est qui confluent au centre de Khartoum, au niveau de l'île de Tûtât, pour former le Nil unifié ensuite jusqu'au Caire ; A l'ouest Omdurman, au Sud Khartoum et au Nord Khartoum Bahrî. La ville de Khartoum, fondée en 1830 entre les bras du Nil comme siège du pouvoir égyptien à la suite de la conquête du Soudan par les fils de Mohamed Ali bientôt suivi des anglais, est rasée lors de l'expérience proto-nationaliste *mahdiste* en 1885 et reconstruite après la reconquête anglo-égyptienne en 1898. Dans l'intervalle, les partisans du Mahdi où dominaient les populations arabes de la vallée du Nil en amont de Khartoum fondent Omdurman sur la rive ouest. Cette dernière se peuple rapidement par apports successifs de population du nord et de l'ouest ainsi que d'esclaves capturés dans le Sud et l'ouest du Soudan – ces derniers ont constitué jusqu'au deux tiers des habitants (cf. Stevenson, 1980). Khartoum Bahrî émerge dans les premières années du vingtième siècle après l'arrivée en 1899 de la ligne de chemin de fer qui suit la vallée jusqu'à Wadî Halfa. Progressivement, le nord devient la zone industrielle de Khartoum. Il croît ensuite au rythme de l'essor industriel, attirant les migrants. Les premiers quartiers de logements précaires s'y imposent pour accommoder la main-d'œuvre ouvrière et les portefaix.

Ce ne fut qu'après l'indépendance et la constitution d'une administration centrale forte que Khartoum en vient à nouveau à être plus peuplé que Omdurman. Mais, dès les années 1970, le centre est saturé et Khartoum croît uniquement au rythme du peuplement de ses extensions populaires souvent non-contrôlées vers le Sud. Dès cette époque en effet, son centre à vocation tertiaire de commandement en dehors du souk qui perd rapidement de son exclusivité au profit des souks périphériques commencent, avec le vieillissement et le départ des communautés étrangères comme le renchérissement du sol, à perdre des habitants au profit des fonctions commerciales et des services spécialisés. A l'ouest de l'aéroport au début des années 1980 émerge encore le quartier résidentiel de Ryad qui prolonge celui d'Imarat. Ces noms évoquent les lieux de capitalisation foncière des immigrants qualifiés, des médecins et ingénieurs, lotis de villas cossues inspirées du rêve américain hybridé des valeurs ostentatoires des monarchies pétrolières. Ces extensions accueillent sur une trame très peu dense une élite qui ne

s'élargit guère et reste l'héritière des grandes familles maîtrisant le foncier de la capitale. La reprise de la croissance démographique à Khartoum entre 1983 et 1993 (7,13% par an) alors qu'elle était tombée à 3,6% durant la décennie antérieure tient à son extension populaire. Elle indique un débordement incontrôlé vers le Sud sur des réserves publiques. Elles abritent à présent des populations déplacées et réfugiées des sécheresses et de la guerre, notamment à Mayo et à Kalakla. Cette dernière accueille aussi, par attribution de lots, les familles des fonctionnaires et des militaires. Depuis l'extension vers le sud a trouvé ses limites, et malgré un processus de bourrage accru, les prix élevés du foncier et la disparition des opportunités de squattage ont ramené le taux de croissance de Khartoum à 3%.

Tableau 4 : Les trois villes formant l'agglomération

	Population en milliers d'habitants						Taux moyen de variation annuelle						
	1955- 56		1964- 66		1973	1983	1993	2002	1955/ 65	1965/ 73	1973/ 83	1983/ 93	1993/ 02
	Omdurman	116,2	192,9	299,4	526,2	1 271,4	1 900,6	5,48	5,65	5,80	9,22	4,57	
Khartoum	97,5	185,4	333,9	476,0	947,5	1 244,2	7,00	7,63	3,61	7,13	3,07		
Khartoum Nord	46,9	81,7	151,0	340,9	700,9	1 273,7	6,02	7,99	8,48	7,48	6,86		
Agglomération	260,6	460,0	784,3	1 343,0	2 919,8	4 418,5	6,16	6,90	5,53	8,08	4,71		
Omdurman	44,6	41,9	38,2	39,2	43,5	43,0							
Khartoum	37,4	40,3	42,6	35,4	32,5	28,2							
Khartoum Nord	18,0	17,8	19,3	25,4	24,0	28,8							
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0							

Source : Recensements et pré-énumération pour 2002, Bureau central de la statistique, Khartoum

Malgré ces extensions à Khartoum même, c'est à nouveau Omdurman qui s'affirme et redevient le tiers dominant de l'agglomération. Khartoum Bahrî gonfle aussi de nouveaux quartiers d'accueil des populations migrantes, sur ses marges nord et est. Mais c'est définitivement Omdurman qui connaît la plus forte croissance avec près de 750 000 habitants supplémentaires en dix ans alors que les deux autres parties totalisent un excédent à peine supérieur à 800 000. A présent Omdurman accommode près de 2 millions d'habitants et, entre 1988 et 1998, s'est étendue de 56 kilomètres carrés, c'est-à-dire de plus des deux tiers en dix ans. La précarité des conditions de vie laissent difficilement transparaître des formes transitoires de fabrication de nouveaux quartiers. Pourtant, en certains endroits, des consolidations sont le signe de formes indéniables de promotion urbaine qui témoignent des compétences ou des fortes capacités des habitants à s'intégrer, en contradiction avec tous les discours normatifs sur l'importation de traditions rurales incompatibles avec la vie urbaine. Une grande part des migrants aboutit à Khartoum au terme d'un long périple, d'une fuite parfois, qui les a conduit de bourgs en villes en passant par des camps, notamment pour les populations du Sud. Un parcours d'apprentissage qui, associé aux solidarités communautaires, favorise des formes d'insertion – subalternes certes. Lors des sécheresses les migrations directes des

gens de l'Ouest vers Omdurman sont en revanche plus fréquentes, mais souvent compensées par la solidité des liens familiaux.

CONSEQUENCES DE L'ETALEMENT

A l'éclatement initial de part et d'autre des branches du fleuve s'ajoute à présent l'inversion des densités avec des extensions populaires très peuplées mais aussi très marginales et par conséquent distantes des opportunités de travail⁷. L'accessibilité et donc dépendante d'une capacité à circuler très coûteuse. Ce coût, voire parfois la pénurie de moyen de transport et il y a encore quelques années d'essence, confinent une large partie de la population à la marginalité absolue. La marche demeure le mode de transport dominant, même si l'abondance de pétrole depuis 2000 favorise l'essor de l'offre de transport motorisé et l'amélioration des axes majeurs, car en revanche le coût du transport ne cesse d'augmenter.

La distance, associée à la pauvreté, réduit les opportunités d'intégration urbaine des migrants. Telles sont les conséquences de l'accommodation marginale des groupes les plus précaires ; une dissémination à l'écart. Une alternative encore avancée officiellement pour s'opposer aux densités extrêmes si souvent décriées au Caire. Ces dernières y sont en effet accusées de tous les maux apparents estampillés du sceau du surpeuplement. Pourtant, en réduisant les distances, nous avons eu l'occasion de le souligner par ailleurs, les densités favorisent au moindre coût l'accessibilité et la connexion aux services en réseau. A l'inverse, les habitants de Khartoum ont à subir les affres d'une trame lâche encore amplifiées par une crise profonde de subsistance, la réduction des dépenses publiques et la libéralisation des tarifs des services en réseau. Au-delà de la crise actuelle, la forme "relâchée" de l'agglomération est donnée à jamais avec ce qu'elle implique comme surcoût sans que l'on puisse imaginer quelle forme de gouvernement pourrait prendre en charge les investissements nécessaires, notamment en matière de transport et d'assainissement. En 1993 à Omdurman, 71% des ménages avaient pour tout équipement sanitaire de simples latrines et 64% en moyenne dans l'agglomération entretenant les risques sanitaires, du choléra à la malaria. De même, entre 25 et 30% des ménages ne disposent pas d'eau potable à proximité immédiate et doivent l'acheter à prix d'or à des porteurs d'eau – s'ils le peuvent.

⁷. La mise en service des ponts sur les Nil a scandé l'intégration des "trois villes", favorisant aussi l'étalement et la spécialisation sectorielle invitant à davantage de circulation et donc à une demande toujours croissante d'infrastructures de transport qui, en retour, accentue la saturation de la voirie. Le premier pont, construit en 1910 au-dessus du Nil bleu, connecte Khartoum-Nord et Khartoum ; le second en 1928, enjambe le Nil blanc. Il relie Omdurman à Khartoum et accommodait un tramway disparu dans les années 1950 ; le troisième, à Shambat, associe Khartoum-Nord à Omdurman. En 1980, un nouveau pont plus à l'est sur le Nil bleu renforce la connexion entre Khartoum-Nord et Khartoum favorisant les extensions populaires sur la rive Nord, notamment vers l'est. Cette rive sud-est du Nil Bleu, très enclavée, largement squattée par des populations marginales, fait l'objet d'une intense activité de ré-appropriation foncière qui s'est traduite, en janvier 2002, par la mise en chantier d'un nouveau pont, à Jaraif précisément. De même, en amont sur le Nil blanc un pont construit par une compagnie chinoise a été inauguré en 2001.

Actuellement, la totalité du coût des services reposent sur des familles pauvres engageant d'irréversibles dégradations de la santé et de l'environnement. Quelques projets portés par des organisations non-gouvernementales, du type nourriture contre travail d'intérêt collectif notamment, permettent toutefois d'étendre les réseaux d'eau potable et les drains contre les inondations. Mais il ne suffit pas d'amener les réseaux, il faut qu'ensuite, les familles puissent payer et, clairement, beaucoup en sont totalement incapables. L'absence de subvention et l'incorporation totale des coûts dans les tarifs aux consommateurs amènent une grande partie des familles des extensions récentes à ne pas se connecter à l'électricité et à continuer à s'éclairer à la lampe à pétrole et, surtout, à vivre au rythme du jour et de la nuit. A Omdurman encore, en 1993, 57% des ménages s'éclairaient toujours de cette manière – ils étaient 44% dans l'ensemble de l'agglomération – ce qui signifie aussi qu'ils ne disposaient ou n'utilisaient plus aucun équipement électroménager, pas même un frigo. En 1999, une enquête représentative indiquait que la part de ménages utilisant l'électricité n'avait absolument pas augmenté, voire s'était sensiblement réduite – 56,5% ; alors que 42% des ménages disposaient d'un frigo⁸. L'absence d'augmentation de la part d'usagers de l'électricité témoigne des difficultés à devenir sociétaire de la ville. Il faut encore souligner la faible progression de la distribution d'électricité et la très mauvaise qualité de la desserte au-delà d'un rayon de 5 à 6 kilomètres des centres de production et des transformateurs moyennes tensions tous proches des quartiers centraux et de leurs extensions résidentielles. La faiblesse de la production comme le manque de réseaux moyenne-tension contraint très fortement l'élargissement du service. La desserte en électricité progresse moins vite que le téléphone. Cette pénurie devrait être en partie résolue par la mise en service de deux nouvelles centrales thermiques au nord de Khartoum s'appuyant sur la disponibilité pétrolière⁹. Mais dès lors l'accès deviendra encore davantage une question de coût.

La résignation face à l'augmentation des prix, l'absence d'adhésion au service, la déconnexion parfois même, montrent à quel point des populations en état d'extrême pauvreté intériorisent leur condition, loin de se révolter comme le prédisent sans nuances les conjoncturistes à l'occasion de telle ou telle hausse significative d'un service ou du pain¹⁰. Très significatif encore, en 1993, le bois et le charbon de bois assurent plus de 80% des besoins de chauffe pour la cuisine à Khartoum et encore plus de 60%

⁸ Source : *Safe motherhood survey, National Report – 1999*. Federal Ministry of Health, Central Bureau of Statistics, UNFPA, p. 23.

⁹ Il s'agit d'une centrale financée par la Malaisie de 260 MW à Kilo 10 et d'une centrale financée par la Chine près de la raffinerie de al-Gaylî. Construite avec l'appui d'une ingénierie allemande, elle intègre encore davantage dans la capacité industrielle du pays les compagnies malaisienne et chinoise qui contrôlent l'activité pétrolière au Soudan. Ces centrales, toutes deux au fuel, n'empêcheront pas que 90% du butane produit dans la raffinerie de el-Gaylî soit brûlé faute de débouchés.

¹⁰ La longue chaîne des crises humanitaires où s'imbriquent les crises environnementales amplifiées par les conflits politico-économiques, dans l'expérience de la migration comme dans la transmission intergénérationnelle de l'histoire locale, favorisent l'incorporation du malheur. L'affliction et la résignation, jusqu'au fatalisme légitimé par les valeurs religieuses, sont autant d'éléments qui contribuent à expliquer, tout autant que les performances du contrôle policier et la mise à distance planifiée, l'absence de révoltes en mesure de menacer le pouvoir.

en 1996. Certes avec l'exploitation pétrolière, le kérosène et le gaz en bouteille sont en principe nettement plus accessibles, mais le charbon de bois reste beaucoup moins cher. En restant très lucrative, notamment parce qu'elle exige très peu d'investissement, la filière du bois de chauffe entretient la déforestation et donc la désertification, elle-même génératrice d'une migration de subsistance.

Au total, cette situation pose la question de la modernisation. Certes elle tend à se réaliser, à s'affirmer matériellement au travers de ses attributs techniques, mais les profondes inégalités de répartition inscrites dans l'ethnisation du monde social cristallisée sans ambiguïté ni détour dans les topographies de la capitale n'amène pas un élargissement notable des bénéficiaires du progrès. La modernisation par et pour le marché, dans des conditions de quasi-monopole de fait pour la plupart des services cristallisent les inégalités alors que l'offre s'élargit. Il n'est plus question de pauvreté dans un contexte de pénurie mais d'appauvrissement dans un contexte d'abondance relative. L'exclusion devient donc plus flagrante ; le fait d'étendre l'ampoule électrique faute de pouvoir acheter de l'électricité s'apparente à une forme de retrait du marché, ce cadre normatif supposé uniformiser les valeurs sociétales. De même, pour ceux qui sont réduits à la marche sous une chaleur accablante ou ont renoncé à fréquenter la ville faute de pouvoir accéder aux transports urbains – la question n'est plus que les pompes à essence soit vide mais que le service est inaccessible à une large frange des citadins. Se nourrir et nourrir les siens demeurent la préoccupation centrale de la majorité de la population. En moyenne, dans l'État de Khartoum, 21% des habitants souffre d'une malnutrition chronique qui les fragilise face aux maladies courantes comme la malaria. Dans les extensions populaires, c'est même 60% des habitants qui doivent se contenter d'un seul repas par jour constitué essentiellement de farine (pain et bouillie de sorgho)¹¹.

La division sociale dans la densité est radicalement différente de la division sociale dans la distanciation. Au Caire, la construction des inégalités et la stigmatisation des quartiers populaires, de leurs habitants, passent par l'illégalité de la construction alors qu'à Khartoum, marqué par une grande diversité ethnique, c'est immédiatement la légitimité d'être là venant d'ailleurs, l'identité ethnique et régionale, qui construit les hiérarchies, assignent à un lieu et à des compétences ou incompétences dans un espace fortement découpé par des vides à défaut d'être totalement maîtrisé. La présence des déplacés et des réfugiés et, plus largement, d'une diversité ethnique sans égale construit un rapport de la métropole au pays qui contraste avec l'apparente unicité égyptienne. A Khartoum, l'appartenance régionale et ethnique est transposée dans la propriété du sol avec des gradients centre-périphéries très nets. L'origine et la date d'arrivée déterminent presque sans exception les positions dans la ville, les modalités d'insertion comme la sécurité de l'établissement. L'ethnisation extrême des rapports sociaux amène Khartoum à concentrer les contradictions du Soudan dans son ensemble et à les graver dans sa trame foncière. Ensuite, les stratégies matrimoniales marquées par l'endogamie

¹¹ L'approvisionnement céréalier de Khartoum est une nécessité sécuritaire extrêmement coûteuse puisqu'en 2000, il nécessitait la mise à disposition de 855.000 tonnes de céréales qui représentaient 22% de la production soudanaise de céréales ou 56% du déficit nécessitant importation (Source : *Situation analysis of women and children in the Sudan*. Unicef, 1999).

familiales, tribales puis régionales pérennisent cette empreinte foncière et les rapports de domination qu'elle transcrit dans l'espace.

LA METROPOLISATION DES CRISES

Les migrations

Les années 1980 sont des années de crise pour le Soudan. Elles vont se traduire par une mégapolisation accélérée de la capitale vers laquelle convergent les migrants de l'ouest contraints à la mobilité et à l'abandon de leurs biens par les sévères sécheresses consécutives de 1984 et 1985, puis les déplacés de la guerre au Sud qui reprend en 1983 et s'intensifie à partir de 1985 et plus encore après 1989 et le coup d'État militaire qui met fin à l'expérience du gouvernement d'union nationale porté au pouvoir en 1986. Ces déplacements contraints vers la capitale vont se traduire par un étalement sans précédent qui débordent de toutes parts les schémas de développement et les capacités d'extension des infrastructures. Puisque ces populations sont considérées comme illégitimes et, pour une grande part, comme des migrants temporaires amenés à rentrer chez eux, rien n'incite à leur intégration. Ils vont pourtant composer, envers et contre tous, la forme d'habitat désormais dominante de l'agglomération. En outre, les crises et le financement de l'effort de guerre ont réduit encore les déjà trop faibles capacités d'investissement public. L'aide au développement est même strictement prohibée au Soudan à partir de 1995 par les démocraties industrielles pour s'opposer aux liens alors évidents entre le régime soudanais et des membres d'internationales islamistes radicales. Dès 1993, le département d'État des États-Unis d'Amérique inscrit le Soudan sur sa liste des pays soutenant le terrorisme et, en 1997, un décret interdit aux entreprises américaines de faire des affaires avec des entités ayant un quelconque lien avec le gouvernement soudanais. De même, l'Union Européenne clôt tous ses projets de développement, réduisant son assistance à l'humanitaire d'urgence. La Ligue Arabe agira dans le même sens en 1995 après l'attentat contre le président égyptien à Addis Abeba dans lequel sont impliqués des Soudanais. Déjà, en 1990, le FMI déclare le Soudan non-éligible à toutes formes de crédit, en réaction aux défauts de paiement de la dette et de ses intérêts. Le FMI reste toutefois en contact avec le régime et suggère, à partir de 1995, la mise en place d'un ajustement sans précédent des dépenses publiques apparentes, c'est-à-dire hors du budget militaire ; ce qui a notamment pour conséquence de réduire encore les possibilités d'équiper les quartiers périphériques, comme de subventionner les produits de première nécessité. Le FMI va ainsi offrir une superbe légitimité internationale et une justification à l'absence de volonté politique, voire aux partisans d'une exclusion et d'une marginalisation des migrants des provinces et plus particulièrement encore des déplacés du Sud¹².

¹² Signe évident de l'ajustement et donc de la fin des politiques de subvention, le budget 2000 de la banque publique pour le logement, unique institution supportant financièrement l'habitat, ne permettait de construire plus de 100 unités d'habitation (Abdel Raziq S. "Housing Finance in Sudan". *Fifth Scientific Conference*. National Research Centre. Conférence avril 2001). Autre

En 1973, 230 000 habitants de la capitale n'y étaient pas nés, 20 ans plus tard, ils étaient 1,5 millions. Leur proportion passe donc de moins de 30% à plus de 50% de la population totale, dépassant même les 60% à Omdurman. Cette information censitaire donne un stock cumulatif de migrants. Il est toutefois possible d'estimer grossièrement le flux en projetant ce qu'aurait été la population sur la seule base de sa croissance naturelle à taux constant. Entre 1983 et 1993, ce flux dépasse selon toute vraisemblance le million. Il a compté pour 70% de la croissance, voire 75% à Omdurman qui aurait accueilli quelques 564 000 personnes. Les enquêtes avant le recensement de 1993 avançaient des chiffres variant entre 687 000 en 1987 et 712 000 en 1991¹³. Selon cette même méthode, l'apport migratoire entre 1993 et 2003 dépasse 1,3 millions, comptant encore pour 58% de la croissance de la capitale.

Les sécheresses du milieu des années 1980

A la fin des années 1990, les enquêtes, même les plus alarmistes, confirment simplement ce que les données censitaires de 1993 indiquaient déjà sans détour : plus de la moitié des habitants sont des migrants humanitaires poussés sur les routes par la sécheresse, la pauvreté absolue liée à la sur-valorisation de l'agriculture à forte intensité de capitaux, les conflits locaux pour l'accès à la terre et au pâturage, et la guerre civile. Ainsi en 1996, J. Rone avance le chiffre de 1,8 millions de déplacés à Khartoum répartis comme suit : 800 000 réfugiés du Sud-Soudan et des Monts Noubas fuyant les zones de combat et les razzias des milices, 350 000 victimes de la sécheresse venant principalement de l'ouest mais aussi de l'est et, enfin, 650 000 personnes que l'auteur qualifie de "squatters économiques".

En fait, Khartoum apparaît, depuis sa fondation, comme le pôle de convergence privilégié des populations migrantes volontaires ou contraintes. Il y a de ce point de vue une réelle continuité du peuplement et de l'appropriation foncière consécutive qui constituent une mémoire commune associant la capitale au pays. Une fusion d'autant plus forte que l'histoire de ce rapport à la capitale se confond avec la construction de la nation indépendante. Ainsi l'appartenance régionale joue pour toutes les familles de Khartoum de manière vivante sur deux à trois générations. Presque tous les habitants de la capitale ont une expérience des provinces, une filiation, une appartenance régionale et tribale revendiquée qui reste un attribut majeur du positionnement social. C'est aussi un capital symbolique étroitement associé à des réseaux de solidarité et de capitalisation.

indicateur, la forte dégradation du pouvoir d'achat des fonctionnaires qui dès 1995 ne représentait plus qu'entre 25 et 36% de leur niveau de 1990 selon les grades (El Tayeb G. 2002).

¹³ Nombreux sont les auteurs qui rejettent en bloc les données censitaires sans vouloir comprendre leur nature : le recensement de 1993, relève sans ambiguïté 1,5 millions de personnes non-nées dans l'agglomération de Khartoum, mais ce qui est retenu c'est qu'il ne comptabilise que 82.000 personnes se désignant elles-mêmes comme déplacés. Ne se reconnaissent en effet sous cette appellation que les populations des camps officiels abritant essentiellement des populations du Sud.

Dès 1889, la grande famine dans le Darfour permet d'affilier aux fidèles des héritiers du Mahdi issus de la vallée du Nil les tribus arabes de l'Ouest qui formeront le noyau de l'armée régulière. Or jusqu'à présent les gens de l'Ouest constituent une part importante des effectifs militaires et comptent en conséquence de nombreux morts dans la guerre au Sud. Cette famine de 1888-1889, déjà, fut aggravée par le contexte politique ; Par le blocus anglo-égyptien au Nord et éthiopien au Sud-Est. Des disettes et de réelles famines ont, tout au long du siècle, contribué à peupler la capitale que ce soit en 1913, 1914 ou encore en 1927, même si les administrateurs anglais ont parfois réduit leurs effets en important du maïs et du blé d'Inde (De Waal, 1989 ; Wani-Gore, 1991). Plus récemment, les très mauvaises années de 1969 à 1973 et de 1977 et 1978 ont sinistré les régions sahéliennes forçant de nombreux habitants, éleveurs et agriculteurs, à migrer vers les villes et la capitale mais aussi vers les zones agricoles irriguées de la Gezira comme main-d'œuvre agricole et plus encore vers les périmètres mécanisés d'agriculture sous pluie de l'est du Soudan, de la région de Gedaref en particulier, le grenier du pays avec ses surplus de sorgho – la base alimentaire soudanaise. Une région alors en plein essor même si elle ne fut pas épargnée de façon conjoncturelle par la faiblesse des pluies. Les populations des montagnes de la Mer Rouge sont tout aussi durement affectées. Mais ces sécheresses n'égalent pas en intensité les trois terribles années consécutives de 1982 à 1985 et les rechutes de 1987-88 puis de 2001 qui obligent à la mobilité et à l'abandon de villages entiers une part importante des habitants des régions nord de l'Ouest du Soudan (Nord-Kordofan et Nord et Ouest-Darfour). La désertification associée à la baisse tendancielle des pluies et aux tentatives destructives d'intensification des cultures est cumulative entre 1970 et 1990, rendant la crise structurelle. Durant vingt ans, les surfaces cultivées se réduisent et les cheptels sont peu à peu décimés sans que les éleveurs-pasteurs aient pu conserver les capitaux nécessaires à leur reconstitution. Les années 1980 se révèle comme l'aboutissement d'une spirale de dérèglement total d'un équilibre écologique et d'un partage séculaire de l'usage du sol entre pasteurs et agriculteurs (cf. Morton, 1994 ; De Wall, 1989). La situation est encore aggravée par les crises régionales, par l'arrivée de Tchadiens par l'ouest et d'Éthiopiens depuis l'est et, bientôt, par leur convergence dans la capitale.

La situation devient tellement dramatique que la population du Kordofan ne croît plus entre 1983 et 1993 (0,7% par an) restant stable autour de 3,3 millions d'habitants alors que si elle avait cru selon le taux d'accroissement moyen du Soudan durant cette décennie (3,3% par an) elle aurait compté 1,2 millions d'habitants supplémentaires – signe d'une surmortalité significative et de migrations massives¹⁴. Le Darfour, en revanche, semble moins affecté par les sécheresses, mais il ne s'agit que d'une apparence. Le solde nettement positif n'est dû qu'à l'arrivée compensatrice de Tchadiens et surtout des réfugiés de la guerre au Sud, du Bahr al-Ghazal, qui sont venus y accroître la pression sur des ressources de plus en plus rares. Au total, avec les déplacements des pasteurs nomades des pâturages desséchés du nord vers le sud, la situation dans les fonds de *wadi*-s encore cultivables est devenue extrêmement conflictuelle. A tel point

¹⁴ L'absence d'augmentation de la population du Kordofan s'explique aussi par le conflit dans les monts Nouba (Sud-Kordofan) qui va obliger de nombreux habitants à fuir les exactions, et le recensement à ne pas couvrir les zones de combat.

qu'à présent, les services de l'État ne contrôlent pas la totalité de la région dominée par l'insécurité. Le Darfour avec son taux de croissance de 4,4% par an, le plus élevé des provinces, apparaît comme une zone de transit pour des populations déplacées qui sont ultérieurement acculées à rejoindre la vallée du Nil et souvent Khartoum. En 1984, les nécessités de la guerre qui reprend et les atermoiements du régime ne permettent pas d'apporter une réponse à l'urgence de la situation. Ainsi, une part importante des récoltes industrielles de sorgho a continué d'être exportée pour obtenir des devises. Dans ces conditions, les migrations vont donc devenir massives et souvent définitives, sans possibilité de retour.

La guerre

L'histoire de l'esclavage constitue clairement la base de la construction d'une infériorité incorporée des populations du Sud – rappelons encore leur rôle essentiel dans le peuplement initial d'Omdurman des esclaves originaires du Sud¹⁵. La continuité de la guerre et du rapport colonial depuis l'indépendance ne cessent d'actualiser infériorité et domination ne laissant que de très étroites marges de promotion individuelle aux populations originaires des zones en guerre face aux filières réservées, obligées et inférieures de leur insertion dans la ville et ses métiers. Les hommes originaires des Monts Nouba se sont taillés depuis plusieurs décennies, avec les Nuer, une solide réputation dans la construction avec leurs contremaîtres originaires de l'ouest (Kameir, 1980). Toutes les extensions de standing, comme les immeubles de bureaux, les hôtels et les bâtiments publics leurs sont dues. Ils ont construit Khartoum. Les femmes du Sud, parfois très jeunes, constituent un réservoir inépuisable de domestique, et les hommes exécutent toutes les basses-œuvres dans le commerce et les services. D'autres femmes du Sud partagent avec les réfugiées érythréennes les coins d'ombre dans les rues où elles proposent thés et cafés – vivant sous la menace, à présent réduite, des rafles policières. Des jeunes hommes vendent des cigarettes. Les hommes du Sud sont encore sur-représentés dans le ramassage des ordures. La guerre, en apportant main-d'œuvre et service à bon marché, garantit la préservation d'un mode de vie et d'une hospitalité traditionnelle qui reposent sur l'emploi d'une large domesticité pour les élites et, à un moindre niveau, pour une part importante des familles citadines aux revenus plus modestes – comme une déclinaison de la domination qui favorise l'adhésion étendue au modèle sociétal ethnicisé. L'accès aux ressources minimum, au repas quotidien, et les déstructurations familiales liées aux migrations forcées et à la guerre acculent encore les jeunes du Sud à la délinquance et aux trafics. Les enfants des rues évalués à plus de 26 000 en 2002 par l'Unicef et majoritairement Sudistes sont ainsi des recrues faciles pour le crime organisé (cf. Simone A. 1994).

¹⁵ L'histoire de l'esclavage et le rôle de stimulateur qu'a joué le pouvoir khédivial jusqu'à la fin du XIXe S. est aussi un vecteur de transmission du racisme toujours extrêmement marqué des Égyptiens à l'égard des réfugiés et des émigrés soudanais en Égypte. Des visions du Soudan inscrites dans la construction de l'identité nationale égyptienne où le Soudan apparaît comme le tiers miroir de soit, voire le bouc-émissaire (cf. l'excellent ouvrage de Powell, 2003).

Pour la grande majorité des déplacés du Sud et des migrants des régions marginalisées, Khartoum, ses services, ses civilités et sa modernité, demeurent un environnement lointain et irréel. Toutefois, comme par une ruse de la structure métropolitaine où ses composantes font forcément système, ces relégués de la cité composent peu à peu à la marge des activités commerciales, voire artisanales, qui permettent la survie de la communauté et, finalement l'extension de la ville. Ainsi émergent des souks qui en viennent à concurrencer les lieux commerciaux plus centraux.

Il n'en reste pas moins que, selon les enquêtes les plus récentes dans les quartiers où dominent les déplacés, la faim quotidienne, l'absence d'emploi et le rejet socioculturel l'emportant, l'aspiration au retour domine très nettement et augmente avec les espoirs de voir aboutir les négociations d'un accord de paix. Elle ne signifie pas pour autant que ces projets se concrétiseront et se traduiront par une baisse sensible de la population de la capitale et même de la part de sudistes, même dans le cas d'un retour à la paix. Une part importante de cette population dite du Sud, très jeune, est en fait native de Khartoum. Ces populations sudistes rencontreront des difficultés certaines d'adaptation et d'accès aux ressources car, au Sud, l'appropriation du sol et les positions de pouvoir seront contrôlées par ceux qui sont restés et ont participé à la lutte contre le Nord. En outre, la plupart des jeunes ne maîtrisent plus leur langue et sont scolarisés, quant ils le sont, notamment par le réseau des églises, en arabe. Pour autant, des programmes de rapatriement sont déjà expérimentés, notamment pour des familles de l'ouest, voire du Bahr al-Ghazal et, sont prévus en masse dans le cadre des négociations de paix pour les populations originaires du Sud.

La guerre est aussi très présente dans la capitale au travers des kiosques et autres boutiques portant le nom d'un martyr, c'est-à-dire d'un soldat de l'armée soudanaise mort au combat après que le conflit ait été qualifié par le régime de guerre sainte au début des années 1990. Les familles investissent l'indemnité dans un commerce ou parfois dans l'achat d'un mini taxi de marque indienne quand ce n'est pas dans l'achat d'un terrain à bâtir. Comme parmi les engagés et les volontaires, les hommes de l'Ouest et d'autres tribus originaires des régions marginales sont sur-représentés parmi les martyrs, l'engagement dans l'armée induit le prix du sang d'une stratégie d'insertion pluri-générationnelle à l'ombre des élites du Nord. Ainsi les familles originaires de l'Ouest forment-elles à présent une communauté tout autant marquée par le coût humain très élevé de la guerre au Sud que par l'exode face aux sécheresses des décennies 1970-80. La guerre, c'est encore l'obligation de service militaire que doivent tous les jeunes. Elle peut les amener jusqu'au front et parfois à la mort comme en témoignent les affiches des martyrs à l'entrée des universités.

LES DIMENSIONS REGIONALES DES APPORTS

En 1994, les organisations non-gouvernementales et divers observateurs s'accordaient pour dire que Khartoum abritait environ 800 000 déplacés. Les données censitaires permettent une distribution par région d'origine de la moitié des habitants de

la capitale qui n'y sont pas nés et, par conséquent, de comprendre plus précisément ce que recouvrent ces estimations.

Tableau 5 : Origine régionale des populations non nées à Khartoum en 1993

Nord	255 669	17,7
Darfur	162 993	11,3
Kordofan	442 018	30,6
Centre	309 104	21,4
Est	66 108	4,6
Sud	207 795	14,4
Étrangers	91 313	6,3
TOTAL	1 443 687	100,0

Recensement de la population, 1993

L'origine des migrants soudanais présents dans la capitale est très représentative des crises de subsistances des années 1980 et, à première vue, moins de la reprise de la guerre en 1983. Les populations de l'Ouest sont très nettement dominantes, suivies des habitants du Nord qui ont eu aussi à souffrir des sécheresses mais qui, surtout, constituent le réservoir le plus ancien et le mieux intégré des habitants de la capitale avec des réseaux d'insertion familiaux et tribaux très bien ancrés. La grande différence entre les migrants du Nord et ceux de l'Ouest ou du Sud est que les premiers arrivent des régions les mieux équipées où les populations sont les plus scolarisées alors qu'à l'inverse les seconds proviennent des régions les plus défavorisées et où les tendances sont à la dégradation comme l'indiquent des tendances à la déscolarisation ou à la recrudescence de la tuberculose passée de 2,7% des décès en 1988 à 4,5 en 1996.

Les déplacés du Sud ne représentent apparemment qu'à peine plus de 250 000 personnes. Seulement, parmi les migrants du Kordofan une large partie sont des Noubas qui ont fui devant les combats et les destructions de villages et des cultures à partir de 1991-92. En prenant en considération la distribution par appartenance tribale et ethnique de la population de Khartoum, 343 000 Noubas sont dénombrés et le nombre de Sudistes s'élève à 255 000. Évidemment, les deux tableaux ne sont pas immédiatement comparables dans la mesure où le second dit l'origine selon la manière dont le chef de ménage déclare l'appartenance de sa famille. Il n'est pas question de date d'arrivée et, par conséquent, pour une part, il s'agit de ménage établi à Khartoum depuis au moins une génération. Toutefois, l'hypothèse selon laquelle les migrants récents sont davantage parmi les gens du Sud et de l'Ouest est tout à fait logique.



Photo n°1 : Maçons – Noubas Amarat – 2001 (C. Iverné)

Ainsi le nombre des déplacés affectés par les conflits au Sud est de l'ordre de 600000 personnes en 1993, représentant 17% de la population de la capitale et de ses environs¹⁶. Il convient en outre d'ajouter à ces ménages privés, les seuls pour lesquels l'appartenance tribale déclarée est disponible, les 82 000 personnes abritées dans des camps de déplacés. Ce total de 682 000 déplacés est donc convergent avec les évaluations avancées par ailleurs, offrant l'avantage d'une couverture exhaustive et de procédures de vérification multiples. En dehors de tout apport migratoire, du simple fait de leur croissance démographique naturelle, il serait à présent 917 000. Il est par conséquent raisonnable de penser que leur nombre dépasse largement le million à présent, compte tenu de la poursuite du conflit et de l'activation des filières de migration. La natalité, les migrations à plusieurs points comme la présence ancienne d'une minorité sudiste dans la capitale depuis plusieurs générations explique le gap entre la part de non nés et les appartenances. En effet, les déplacés du Sud n'arrivent pas directement à Khartoum contrairement à une large part des migrants de l'ouest. Les sudistes ont des trajectoires migratoires comportant de nombreuses stations

¹⁶ De la capitale est de ses environs, car il convient de prendre en considération l'agglomération et ses périphéries dites rurales pour prendre en compte la totalité de la population déplacée ayant rejoint Khartoum. Ils sont en effet nombreux, environ 20%, à avoir trouvé un abri dans des extensions reléguées au-delà du périmètre urbain.

intermédiaires dans des camps, des bourgs et des villes que ce soit par l'ouest, l'est ou le centre, par la Gezira.

Tableau 6 : Appartenance ethnique ou tribale déclarée en 1993 dans la région de Khartoum*

Ethnies et tribus			Dont				
			Baggara	Dinka	Gallayin	Guhayna	Nubiens
De la vallée et du Nord	1 996 601	58,2			47,0	13,8	17,2
de l'Ouest	531 625	15,5	46,1				
Nouba	343 276	10,0					
Du Sud	254 523	7,4		51,2			
De l'Est	101 342	3,0					
Fellata	110 281	3,2					
sans affiliation	54 995	1,6					
Étrangers	39 427	1,1					
Pop. ménages privés	3 432 070	100,0					

Source : Recensement de la population, 1993.

Cela explique en partie pourquoi près de la moitié des migrants présents à Khartoum proviennent des villes de province. Une partie des originaires du Sud est née en province et pas dans le Sud.

Les deux millions d'habitants de Khartoum originaires de la vallée et du Nord sont très proches de la moitié qui y est née et établie, souvent depuis plusieurs générations, surtout si l'on tient compte des 220 000 migrants du Nord qui ne sont pas nés à Khartoum – confirmant leur statut de population souche, la plus anciennement installée et par conséquent contrôlant le foncier. Il est aussi important de noter que la capitale compte autant de gens du Nord que le Nord lui-même, signe de la forte domination et de l'ancrage ancien, depuis la fondation, des arabes et des Nubiens de la vallée sur la capitale comme le reflète la centralité de leur appropriation foncière tant à Khartoum qu'à Omdurman ou même Barí. Ce ne sont pas moins de 60% de la totalité des Nubiens et 32% des Gallayins qui sont à Khartoum !

A ce titre, s'il est parfois énoncé que Khartoum se situe sur les marges nord du centre économique et démographique du Soudan et que, par conséquent, elle devrait se trouver plus au sud sur le Nil – même si aucun paradigme invite à concevoir la centralité géographique des métropoles comme une règle mécanique, ni même son association aux pôles de production majeurs, ce qui compte en effet c'est la capacité de contrôle et de capitalisation des ressources nationales, de métropolisation donc. Précisément, en raison de la capitalisation et des fonctions de commandement stratifiées depuis un siècle à Khartoum, un changement de capitale est absolument inconcevable. De plus, il faut

* Région de Khartoum, rural et urbain des trois parties de la capitale, car une part importante des migrants du Sud et l'Ouest vivent dans des quartiers et camps qui sont en dehors des limites urbaines.

admettre qu'à la confluence des deux Nil, la capitale occupe une position parfaite d'interface pour les élites du Nord qui dominent le pays. La capitale est ainsi à l'abri des convoitises des provinces.

La domination des gens de la vallée sur la capitale explique aussi pourquoi Port-Soudan n'a pas cru davantage malgré le caractère minier de l'exploitation du pays. L'affirmation nécessaire de la capitale après 1953 pour accueillir l'appareil d'État du pays désormais indépendant, alors que les élites politiques étaient dans leur écrasante majorité du Nord, a apporté la légitimité nécessaire à la continuité de Khartoum. Sans compter que les anglo-égyptiens avaient précocement mis en place à Khartoum les infrastructures nécessaires ; tout un centre, avec ses ministères qui, jusqu'à présent, servent l'administration du pays. Ils avaient eu une approche très intégratrice visant la continuité de l'administration et l'exploitation de la vallée du Nil en s'appuyant et en promouvant les élites de la vallée. La maîtrise l'emportait sur l'esprit du simple comptoir.

Le nombre de sudistes déplacés dans son ensemble peut encore être évalué au travers des estimations de la population du Sud pour 1993 et 2003. Elles indiquent une population totale de, respectivement, 4,3 millions et de 5,1 millions, soit une baisse absolue de la population de 1983 à 1993, puis une sensible remontée du au regroupement des populations du Sud dans le Bahr al-Ghazal. Comparé à ce qu'aurait du être la population au regard de sa croissance naturelle, il manque 3,6 millions de personnes, morts et déplacés depuis 1983. Si la guerre a fait, ce qui est communément admis, 500 000 morts par ses effets directs et indirects, Khartoum abrite à présent plus de 20% des déplacés du Sud. Les Noubas déplacés présents à Khartoum représentent 35% de la totalité des Noubas recensés en 1993 et 56% de ceux recensés dans le Nord en dehors des Monts Noubas¹⁷. Khartoum abrite aussi 35% des 725.000 sudistes présent dans le Nord-Soudan en 1993.

Il s'agit donc d'une population considérable qu'il n'est plus possible d'exclure et de marginaliser. L'entreprise est devenue difficile en raison de sa masse qui dépasse largement le million en 2003¹⁸ et par l'importance des communautés désormais adaptées à la vie métropolitaine et politiquement structurées. C'est sans doute pourquoi, dans les *Dar el-Salam* et les quartiers de squatters, la récupération politique par l'assistance ou l'équipement comme par la légalisation foncière et l'implication des élites traditionnelles

¹⁷ Il apparaît clairement dans les résultats du recensement de 1993 que des départements entiers des Monts Noubas, comme la Muhafaza de Kadugli, non pas pu être recensés par le gouvernement en 1993 en raison du conflit.

¹⁸ Les Nations Unies et les ONG se sont accordés récemment sur le chiffre de 1,8 million de déplacés du Sud et des Monts Noubas à Khartoum. Cette estimation suppose un apport de déplacés de l'ordre de 800.000 entre 1993 et 2003. La constitution d'un tel stock implique in flux d'une intensité extrême associant le regroupement accru des déplacés déjà présent au Nord dans la capitale et des formes massives d'exode depuis le Sud directement à Khartoum. Rappelons simplement qu'en 1993, les Monts Noubas dans la partie contrôlée par le gouvernement ne comptent déjà plus que 370.000 habitants et qu'il en reste toujours un nombre considérable en 2003.

et des rares intellectuels ou entrepreneurs sont devenues des stratégies aussi courantes que les expulsions et les relégations.

LE REGIME ET LA METROPOLE

L'installation des migrants n'est pas sans rencontrer des réactions coercitives. Le recours à la force par les autorités est, à des degrés divers, quotidien. Les règles de l'urbanisme sont ainsi utilisées pour organiser la mise à distance et la ségrégation spatiale. La politique de mise en place des *Dar el-Salam* est de ce point de vue exemplaire (cf. Pérouse de Monclos, 2001). Incontestablement, la convergence dans la métropole de toutes les contradictions d'un pays pluriethnique connaissant une crise de répartition très aiguë exige une capacité à mobiliser des forces de sécurité conséquentes. Khartoum regroupe donc, en 1993, 46% des forces de sécurité et de police du pays.

Toutefois, la réduction imposée des dépenses publiques a fortement contraint les prétentions des partisans d'un contrôle très strict de l'habitat spontané et de relégation des migrants. Il y a eu en effet depuis une dizaine d'années tout autant une continuité des mesures radicales d'éviction des squatters autour des terrains les plus attractifs qu'un laisser-faire et des procédures de légalisation massives suivies d'efforts incontestables d'équipement.

Néanmoins l'insécurité foncière concerne toujours 40% des logements de la métropole, même si la reconnaissance de fait de cette production populaire ne souffre guère d'alternative à moyen terme. L'usage de la force ne peut concerner que des alignements et des ré-appropriations pour fournir des équipements publics et parfois encore des distributions plus politiques et spéculatives des avoirs fonciers. Certes, à l'automne 2002, le ministre de la construction et des travaux publics de l'État de Khartoum, réactualisant la fondation d'une ville nouvelle à l'est de la capitale inscrite dans les schémas directeurs depuis les années 1970, a annoncé l'alignement de 25 000 lots distribués selon les trois catégories, mais cette disponibilité potentielle ne couvre guère plus d'un quart des 95 000 demandes d'accès au sol enregistrées (El Agraa, 2002). La légalité pousse, ici comme ailleurs, à des transactions spéculatives et les prix s'écartent immédiatement des capacités des populations mal logées. Après les mesures de légalisation, les terrains prenant de la valeur, les plus démunis mettent leur parcelle en vente et vont, à travers des intermédiaires, s'approprier des terrains publics en dehors de la zone constructible ré-élargissant l'étendue de l'habitat illégal. La mise en service en 2000 du nouveau pont d'Omdurman, comme l'arrivée de l'asphalte et de l'eau, a induit des changements de statut très marqués des terrains au Sud d'Omdurman, à Fittihab notamment, et un report de l'habitat le plus précaire vers les marges des *Dar el-Salam*, plus à l'ouest, mais aussi vers le sud.

Le marché foncier, désormais dynamisé par les revenus pétroliers, est à la recherche d'opportunités spéculatives dont la valeur de base est garantie par l'accessibilité aux services et la connexion au réseau. Or ces transactions jouent de plus en plus une fonction de tri beaucoup plus efficace et systématique que le recours à la force qui n'agissait que ponctuellement. Le même processus est enclenché à l'est du Nil-Bleu avec la mise en chantier, en janvier 2002, du pont de Jarayf qui se traduit, à la fois, par des

expulsions et des prises de valeur brutales dans des zones jusqu'alors très marginales, mixte d'agriculture, d'occupations illégales et de briqueteries très polluantes¹⁹. A présent, des quartiers entiers sont sur-qualifiés. Le marché définit les configurations à venir de la ville, reportant la précarité et l'illégalité vers des périphéries enclavées, éloignées et menacées par les inondations lorsque surviennent les pluies torrentielles entre juillet et septembre. Plus que jamais, les schémas d'aménagement successifs ressemblent à des rêves de papier tant leur volonté de contenir et de trier sont contrariés par les dynamiques foncières et le manque de moyens des autorités compétentes²⁰. Comme dans de nombreuses métropoles, dans une perspective de garantie de la paix sociale et faute d'alternatives, les autorités doivent conjuguer les visées autoritaires, idéologiques et de mise en ordre fonctionnelle avec le nécessaire clientélisme et la tolérance pour la promotion immobilière populaire illégale. Elles doivent reconnaître les compétences à se loger du plus grand nombre. Dès lors que l'habitat illégal devient la norme et loge la majorité des citoyens, la force ne peut jouer qu'à la marge. Elle cible les populations les plus unanimement stigmatisées, les plus fragiles et les plus atomisées par des expériences de migrations forcées et traumatisantes ayant fait éclater les solidarités ethniques et les cellules familiales. Elles servent dès lors de boucs émissaires, sont chargés de tous les maux de la cité, de toutes les salissures, chargées de la pollution morale et physique et exercent de fait les métiers les plus dégradants.

L'histoire des évictions et du tri socio-ethnique témoigne de la continuité de l'approche coloniale depuis la fondation de Khartoum jusqu'à nos jours. Les principes de report des populations indésirables vers les marges et de requalification du sol au fur et à mesure de l'extension fonctionnelle de la métropole sont toujours en vigueur. Depuis les années 1920-30, des mesures successives de décentrement des quartiers populaires non-planifiés ont été mises en œuvres tant dans le sud de Khartoum qu'à Khartoum-Barî. Les migrants employés dans la construction, l'artisanat et l'industrie ont été ainsi de plus en plus décentrés soit par des mesures d'attribution de nouveaux lots sur les marges de la ville, voire sans compensation. Il en fut de même pour les petits fonctionnaires des chemins de fer ou du télégraphe fortement politisés. Entre 1949 et 1953, une opération d'envergure concerna la destruction de plus de 5 000 logements insalubres au sud de Khartoum, à Deim, et l'attribution de 8 000 lots plus au sud, dans une trame d'accueil prévoyant services, artisanats et commerces – connu aujourd'hui comme Deim (Fawzi, 1953 ; Arthur, 1980). Le réformisme colonial s'attaqua encore au marché d'animaux et à l'habitat environnant, notamment à Omdurman, ouvrant la voie

¹⁹ Ce pont ouvre la voie à une expansion très étendue vers l'est où est prévue l'implantation du nouvel aéroport et la fondation d'une ville nouvelle. Il connecte aussi un front de Nil presque vierge, très favorable à l'implantation de villas luxueuses.

²⁰ Successivement, les schémas directeurs de Khartoum ont été définis par les bureaux d'études de Doxiadis en 1958-59 pour la période 1958-1983, de Mefit en 1972-74 et de Abdel Moneim-Doxiadis en 1986. Ce dernier est révisé après les inondations catastrophiques de 1988 pour prendre en compte les arrivées massives de migrants humanitaires de l'ouest et du sud. Il est finalement officialisé en 1991. Son zoning servira ensuite de justificatif pour légitimer des déguerpissements visant la redistribution spéculative et clientéliste de terrains squattés par des populations stigmatisées comme les Fellatas ou les Noubas (cf. Lavergne, 1995).

aux extensions populaires à Um Badda. A Khartoum comme dans de nombreuses autres métropoles, ces décentrement associés à l'extension des marchés et des zones industrielles ont donné les directions de l'urbanisation populaire illégale. Les noyaux de ces extensions sont généralement légaux mais n'ont pu suivre l'intensité de l'appel migratoire et se sont donc largement étendus en dehors de toute trame d'orientation. Les noyaux de Hag Yusif à Khartoum Barî comme de Um Badda à Omdurman sont initialement des sites de relogement des populations ouvrières.

Des décrets, en 1946 et 1950, ont introduit respectivement the Central Town and Planning Board et le Town Planning Ordinance qui visaient la maîtrise des flux de migrants et la destruction de l'habitat insalubre. Ils sont la base d'une longue série de décrets légitimant l'approche classificatrice et fonctionnaliste des administrateurs coloniaux puis des fonctionnaires soudanais formés à l'urbanisme moderniste et au zoning²¹. La gestion de l'habitat populaire combine les déguerpissements brutaux et parfois massifs et des efforts d'équipement et de légalisation comme à Um Badda (el-Kheir, 1991). L'inscription dans les limites communales d'Omdurman du quartier d'Um Badda en 1966, sa desserte en eau en 1968 suivi de son alignement et de sa subdivision, puis sa connexion au réseau électrique en 1974 ont incité au squattage de ses franges. Durant les années 1970, l'accommodation sur les marges des nouveaux arrivants était rapidement suivie d'une légalisation sur place ou d'un relogement sur une trame proche. Mais rapidement, au début des années 1980, les extensions populaires illégales se greffant sur les marges légalisées prennent une telle ampleur que le gouvernement a recours à la force et aux déguerpissements. Cette tentative de reprendre la maîtrise de la distribution du foncier péri-métropolitain qui, pour plus de 90% à travers ses ministères, appartient à l'État, vise aussi à contenter la demande de revenus annexes et donc de foncier par les clients indispensables de l'appareil d'État, les fonctionnaires. La distribution de lots vient compenser les réductions de pouvoir d'achat et donc garantir la fidélité des serviteurs du régime ; en particulier, de la police, des services de sécurité et des forces armées. De même, il est indispensable de drainer les capitaux de la population solvable notamment de ceux qui ont effectué une migration dans le Golfe. C'est aussi une manière d'obtenir l'allégeance de ces diplômés, de ces ingénieurs et de ces médecins. La création du quartier de Muhandisîn (les ingénieurs) entre Fittihab et Um Badda par déguerpissement des Noubas et des gens de l'Ouest qui occupaient ces terrains en bordure d'Umdurman est, de ce point de vue, une opération exemplaire.

²¹ Nous pouvons citer, notamment, la création par le conseil des ministres en 1985, de la direction pour l'habitat illégal qui l'année de sa création propose le déplacement de 50.000 familles ! En 1990, un nouveau décret vient réaffirmer la légitimité de la ré-appropriation de quartiers illégalement occupés et restreignant le ré-attribution d'un lot aux seules familles de nationalités soudanaises qui peuvent prouver une résidence supérieure à dix ans. Ce décret ouvre la porte à tous les arbitrages concernant le déplacement des populations marginales et en particulier des Sudistes.

2005, « Khartoum : l'étalement au péril de la dualité. Mégapolisation des crises VS métropolité paradoxale ». L'harmattan/Cahiers du Gremamo. n°18, pp. 87-127



Photo n°3 : Abdel Wahed - Manshiya – 2002 (C. Iverné)

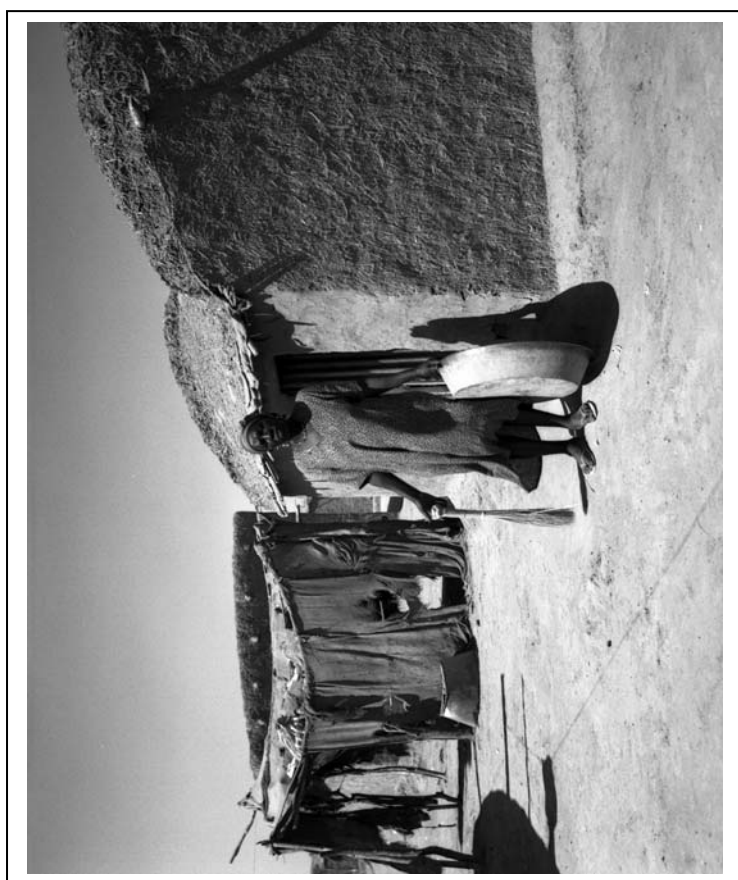


Photo n°2 : Monika John DinkaAwill – Mayo – 2002 (C. Iverné)

En 1983, 39 quartiers d'Omdurman, 32 à Khartoum Barî et 29 à Khartoum sont classés comme devant faire l'objet d'un déguerpissement et d'un alignement au bulldozer. En 1985, le bilan de ce recours à la force qui rencontre parfois une forte résistance et fait des morts est de 15 quartiers détruits soit plus de 25 kilomètres carrés désormais accessibles à la promotion immobilière alors que les opérations vont se poursuivre, jusqu'à présent, avec plus ou moins d'intensité selon les contextes politiques. En 1994, la publication de l'analyse et du programme signé par le ministre des travaux publics de l'État de Khartoum et les actions consécutives témoignent de cette continuité (Bannaga, 1994). Comme ailleurs, les périodes d'élection sont favorables, à l'inverse, à des mesures de légalisation.

Les déplacements successifs du quartier de Echech Fellata qui abrite majoritairement des populations marginales originaires d'Afrique de l'Ouest est très significatif de la continuité du ciblage ethnique organisant la topographie sociale de la métropole. Ce bidonville qui jouxtait le vieux quartier de Deim est transplanté une première fois, dès les années 1930, bien à l'écart au sud de l'agglomération et au-delà des limites communales. Il l'est une seconde fois, en 1992 encore plus au Sud. Il est alors renommé al-Ingaz – le sauvetage – soit l'appellation autoproclamée du coup d'État de 1989 qui est très présente dans les désignations officielles des rues et des quartiers de la métropole. Mais dans le cas présent, l'opération est rapidement tournée en dérision par ses habitants après qu'ils aient obtenu, non sans une lutte acharnée -juridique et de confrontations directes avec les forces de sécurité-, des titres de propriété pour des terrains finalement très bien situés, accessibles et bien desservis ; Les habitants désignent leur quartier comme "le gouvernement s'est assoupi" – *al-Ukuma daqasat*.

LA METROPOLISATION DE L'EXPLOITATION MINIERE

Khartoum n'est pas le simple réceptacle passif, débordé par les crises humanitaires conséquences d'options politiques radicales, d'empilement de conflits locaux, et de choix modernistes en matière de développement, notamment des options catastrophiques en faveur de l'agriculture industrielle après les accords d'Addis Abeba en 1972. Khartoum est aussi un pôle économique majeur qui, avec l'exploitation pétrolière, connaît une dynamisation sans précédent rappelant, mais à une toute autre échelle, les effets sur la capitale du boom cotonnier de l'entre deux-guerres.

Avec moins de 14% de la population du Nord-Soudan, la métropole regroupe en 1993, 34% des ingénieurs, 50% des juristes, 61% des employés du secteur financier, 31% des emplois industriels, 41% des professionnels du bâtiment et des travaux publics. La métropole concentre encore 60% des hommes diplômés du supérieur et 68% des femmes ! Cette liste pourrait se décliner à l'infini traduisant une polarisation qui ne fléchit aucunement. Elle aide à comprendre l'attractivité de Khartoum. Rien n'indique un renversement des tendances observées depuis plus de vingt ans à la concentration et au drainage sans partage des ressources du pays (cf. el-Bushra, 1980 ; Abdel Rahman,

1991). Les premiers résultats de l'enquête industrielle de mars 2003 (la précédente date de 1981) indiquent même un renforcement de la polarisation industrielle²².

La métropolisation productive se double naturellement d'une concentration tout aussi exclusif des services, notamment de santé : en 1998, la capitale regroupait 55% des médecins, 59% des centres de radiologie et 20% des lits d'hôpitaux²³. Bien entendu, cette concentration de l'offre de santé ne dit rien de son accessibilité et notamment de l'obligation de couverture des coûts et du dé-subventionnement des soins après la mise en place du programme d'ajustement structurel. Elle montre en revanche l'impérative synergie fonctionnelle entre le poids économique de la capitale et le renforcement de son niveau d'équipement. Les standards de la capitale doivent répondre à la demande de la frange de la population solvable et garantir le fonctionnement du cœur économique et politique du Soudan. Répondant à cette logique, Khartoum absorbe 56% de l'eau potable distribuée au Soudan et une grande partie des budgets d'investissement pour étendre un service ne couvrant malgré tout que 50% des besoins.

L'absence d'accès ne peut jouer qu'à la marge. Il ne peut concerner toute la population comme dans les régions marginales, de même pour la sécurité alimentaire. Dans la capitale, à la lumière des contrastes et des fastes des quartiers résidentiels, la pauvreté et les inégalités se mettent en scène et, d'une manière ou d'une autre, font l'objet d'un traitement social et humanitaire. Avec l'ajustement et les réticences du régime à assister les migrants des régions marginales, les organisations non-gouvernementales tant occidentales qu'islamiques jouent un rôle croissant de pacification des rapports sociaux à moindre coût et donc d'entretien du statu quo socio-ethnique. L'enrichissement actuel de la capitale avec le boom pétrolier invite à penser que le paysage de pauvreté qui l'entoure devrait encore être alimenté pour longtemps par les provinces en difficulté et déjà entretenu par l'impossible retour, dans les conditions actuelles de redistribution des richesses, des populations originaires des régions marginales. Plus encore, l'enrichissement exclusif, par saupoudrage et dons, entretient ce lien organique entre la capitale et les migrants des régions marginales ce stock inépuisable de mains-d'œuvre et de serviteurs à faible coût.

Car l'identité de ville-refuge ne s'efface pas pour autant et globalement Khartoum reste contrainte par son poids démographique qui la hisse au 54^e rang mondial, juste devant Singapour, mais au 130^e en ce qui concerne son produit urbain brut contre le 29^e pour Singapour (source : Moriconi-Ebrard, 2000).

LE BOYCOTT ET LE BASCULEMENT PETROLIER ASIATIQUE

La lecture de l'actualité de Khartoum ne serait pas complète, si elle ne soulignait pas la spécificité des modalités nouvelles d'insertion au système-monde du Soudan qui s'accompagne d'un renforcement de la métropolisation et d'une recomposition morphologique et fonctionnelle du centre. Entre 1990 et 1999, 61% des fonds

²² Son analyse détaillée fera l'objet d'une publication spécifique après publication des résultats, fin 2004.

²³ *First Sudan Human Development Report*, 1998, draft jamais publié.

d'investissements directs étrangers ont été investis dans la capitale. L'exploitation pétrolière, effective depuis 2000, s'est traduite par une recomposition brutale des structures économiques et une croissance exponentielle du PIB²⁴. La structure des exportations a été totalement bouleversée. Le pétrole représente désormais plus de 80% des exportations alors, qu'encore en 1999, les exportations de bétail et de sorgho comptaient pour plus de la moitié des exportations et leurs revenus couvraient à peine le coût de l'importation de pétrole²⁵.

L'exploitation pétrolière, longtemps retardée par la guerre et même l'une des causes de la reprise de la guerre en 1983 marquée par le départ précipité de Chevron, a été relancée après 1990, alors même que les démocraties industrielles occidentales accentuaient leur boycott économique du Soudan. Cette tentative d'exclusion s'est traduite par un investissement très fort des puissances asiatiques, en particulier de la Chine et de la Malaisie qui sont devenues en quelques années les partenaires économiques principaux du Soudan. Le boycott occidental a paradoxalement précipité la métropolisation en attirant des investisseurs asiatiques qui ont trouvé un terrain vierge, riche de potentiels extractifs et aucune concurrence.

En 2001, la Chine a absorbé 59% des exportations soudanaises, essentiellement du pétrole, comme le Japon qui comptait pour 12% et le reste de l'Asie, dont la Malaisie, pour 6% – soit au total 78%²⁶. Inversement, la part de l'Europe ne cesse de décliner (8% en 2001 contre 10 en 2000) comme celle des pays arabes qui passe, dans le même temps, de 13 à 11%. Les États-Unis sont totalement absents, tant comme partenaire des exportations soudanaises (0,1%) que comme importateur (1%). De même, les pays asiatiques sont devenus en quelques années les premiers importateurs, couvrant plus de 30% de la demande, devançant ainsi l'Europe. La Chine joue désormais un rôle central en garantissant ses importations par ses exportations de pétrole. Elle inonde les marchés locaux de ces produits bon marché compromettant structurellement l'expansion de l'industrie locale et mettant à mal l'artisanat. Elle est non seulement très présente dans le secteur pétrolier, mais aussi dans une foule de projets industriels et même agricoles qui exportent une partie non-négligeable de leurs productions locales²⁷. Les compagnies

²⁴ Ali Abdalla A. 2000. *Foreign Direct Investment in Sudan 1990-1999*. Financial Investments Bank Report, août.

²⁵ Le Soudan, dès 2000, avait complètement rétabli sa balance des paiements avec un surplus commercial supérieur de 440 millions de dollars US contre un déficit moyen annuel durant les années 1990 de 640 millions de dollars US (*The Economist Intelligence Unit. Country Profile ; Sudan*, 2001).

²⁶ Rapport Annuel de la Banque du Soudan.

²⁷ Les 4 compagnies pétrolières exploitantes sont CNPC (100% China National Petroleum Corporation), CNPC 1 (CNPC 23%, Gulf Petroleum Corporation -Qatar & Soudan– 46%, Al Than -Soudan– 23% et Sudapet -Soudan– 8%), GNPOC ou Greater Nile Petroleum Compagny (CNPC 40%, Petronas Carigal -Malaisie– 30%, Talisman Energy -Canada– 25% et Sudapet 5%, IPC SU 1 (Lundin Oil -Suède– 40%, Petronas 3%, CMV -Autriche– 28% et Sudapet 5%. Talisman sous pression américaine cède actuellement ses parts à un groupe indien, alors que Lundin cherche à apparaître en retrait derrière ses partenaires soudanais et asiatiques). Total qui dispose de la plus grande concession au Sud-Soudan est en attente d'un accord favorable à

asiatiques contrôlent le secteur pétrolier et essaient dans la totalité de l'économie soudanaise, de la production d'électricité à l'assemblage automobile en passant par l'électroménager et bien entendu la finance. Les groupes sud-coréens et japonais, mais aussi Renault, ont ainsi constitué au sud de Khartoum sur la route de Wad Medani au sein du complexe industriel partiellement militaire, Giad, des chaînes de montage flexibles qui produisent des véhicules roulants de toutes tailles et de tous types (voitures, camions, tracteurs, bus...) dont une partie est ré-exportée. Par sa distance au centre et son détachement stratégique, ce complexe constitue une première en matière de localisation industrielle.

Les entrepreneurs asiatiques suivant le cycle local de fixation de la valeur et de capitalisation de la rente pétrolière dans le foncier sont aussi très présents dans la construction et les transactions immobilières à Khartoum. Ils ont acheté des hôtels et des immeubles de bureaux et investissent dans la construction. Les Chinois qui, avant le pétrole, se sont introduits au Soudan à travers les grands chantiers de travaux publics, notamment la construction de ponts, les endiguements et les routes, ont essaimé très largement jusqu'à dominer le marché de la construction d'immeubles mais aussi celui, très lucratif, des villas.

LE BOOM IMMOBILIER

Avec le pétrole, Khartoum change de profil et, pour la première fois, prend très clairement de la hauteur. La rente a enclenché immédiatement un cycle d'investissement immobilier sans précédent qui touche à la fois le marché des bureaux et les résidences de luxe qui viennent affirmer l'affiliation et le statut du possédant tout en garantissant des revenus locatifs stimulés par l'arrivée des experts et des compagnies étrangères – humanitaires et pétroliers.

Le centre prend de la hauteur et s'étend. Car le centre fonctionnel en lui-même est extrêmement étroit, à peine plus de 5 kilomètres carrés. Ce centre historique, entre le Nil Bleu et la gare centrale où se concentrent les ministères et les sièges bancaires, représente guère plus de 1% de la surface totale de l'agglomération actuelle. Malgré le décentrement des fonctions commerciales populaires au profit des commerces informatiques notamment, il reste inadapté au besoin d'une agglomération de plus de 5 millions d'habitants concentrant tous les avoirs du pays. De plus, une grande partie du centre est accaparé par les emprises des ministères, du palais présidentiel et de l'université de Khartoum. Il apparaît à présent totalement saturé et les projets de tours et d'hôtels qui le jalonnent, en l'absence de capacité de stationnement, contribuent à sa congestion – la mise en place d'une régie de transport concédée alors que les transports publics ont disparu durant les années 1980 est toutefois à l'étude avec la redistribution des stations de microbus vers les périphéries.

l'exploitation des gisements potentiels (TotalFinaElf, 32,5%, Marathon Oil 32,5%, KUFPEC - Koweït- 25%, PPC -Soudan- 10%. Une foule de compagnies sous-traitantes locales ont été créées pour capter une partie de la rente.



Photo n°4 : Villa en construction - Manshiya – 2001 (C. Iverné)

Le décentrement du souk aux légumes en 1991 et la vente d'une partie des terrains pour la construction d'un complexe de bureaux n'y suffisent pas²⁸. Outre la verticalisation répondant aux standards internationaux en matière d'offre de bureaux, des pôles secondaires émergent dans les extensions résidentielles péri-centrales, notamment à Imarat ou la rue numéro Quinze n'est déjà plus qu'un couloir d'immeubles de bureaux d'une dizaine d'étages. Dans ces quartiers les plus proches du centre, les anciennes villas tendent à être remplacées de façon assez systématique par des immeubles. Ces débordements fonctionnels s'accompagnent aussi de la mise en vente du patrimoine foncier public en accord parfait avec l'esprit de l'ajustement structurel – et non sans des accessions privilégiées, voire hors marché, de type clientéliste. Le terrain du souk fut une première. Depuis, le terrain du zoo situé à Mugran sur la corniche du Nil Bleu, a été vendu à un investisseur libyen pour y élever, avec une maîtrise d'ouvrage italienne, un hôtel de luxe. Entre Nil Blanc et Nil Bleu, les 2 kilomètres carrés de la

²⁸ Le décentrement des souks comme le contrôle sévère des marchands ambulants mêlent aux contrôles fiscaux et sanitaires, des motivations sécuritaires. Des mouvements de contestation récents sont en effet partis des souks et, en 1976, les partisans de Sadik al-Mahdi avaient tenté de renverser le président Nemeiry en s'introduisant dans le souk central, donc près du palais présidentiel, déguisés en marchands ambulants.

péninsule de Mugran dédiés aux loisirs depuis l'indépendance font l'objet de toutes les convoitises et sont de plus en plus investis par l'immobilier hôtelier et les sièges des plus grandes sociétés, notamment pétrolières. En 2000, la construction d'une digue entre les deux ponts reliant Khartoum à Omdurman a permis de créer par assèchement la "Plage d'Or" où le prince saoudien Ibn Talâl a acheté le terrain nécessaire à la construction d'un palace lié à la chaîne Movenpick qui devrait s'élever au milieu de condominiums de luxe et d'une marina. Depuis deux ans, les investisseurs arabes font un retour remarqué à Khartoum à la recherche d'opportunités pour placer leurs avoirs menacés par de potentiels gels dans les banques occidentales. Au sud du centre, les investisseurs se placent auprès du gouvernement pour acquérir le kilomètre carré de friches de la gare centrale qui devrait être prochainement mis en vente. Les logements des cheminots le sont déjà, sans que les acheteurs puissent user du terrain avant cinq ans, temps nécessaire pour reloger ou indemniser les habitants. Aucun ministère n'est en reste dans ce mouvement de privatisation du sol précipité par la vague rentière associée au boom pétrolier. Les six kilomètres carrés de l'aéroport, au cœur de la ville fonctionnelle, reste les plus convoités. Même si la construction d'un nouvel aéroport n'est pas engagée, les terrains environnants l'ancien sont les plus chers du marché. Nul doute que la centralité se déplacera et s'étendra vers cet horizon où les terrains publics sont encore nombreux. Les pétrodollars dynamisent les investissements rentiers alors que le cadre des affaires demeure très incertain exigeant une affiliation clientéliste au régime et que les retours d'investissement dans l'industrie hors pétrole demeurent beaucoup plus incertains que dans le foncier. En outre, l'abolition des protections douanières et les liens privilégiés avec l'Asie se traduisent par l'arrivée massive de produits impossibles à concurrencer par des productions locales de substitution. Seul l'agroalimentaire semble connaître un essor certain.

La forte demande de foncier et d'immobilier liée aux spéculations quant à un renforcement de la demande de mètres carrés bâtis avec l'essor de l'exploitation pétrolière et le retour à la paix, amène à un creusement du fossé entre le marché institutionnel et le marché populaire ; d'une part, avec des prix libellés le plus souvent en dollars, des lots de 500 mètres carrés dans les extensions résidentielles les plus cotés se vendent à des prix qui atteignent, voire dépassent, les 500.000 dollars US et, d'un autre côté, des lots marginaux d'environ 200 mètres carrés s'échangent toujours, sans enregistrement formel de la propriété, à 1 000 dollars US – témoignant s'il le faut encore de l'étanchéité des mondes qui se juxtaposent au sein de la capitale malgré leur interdépendance organique qui fait précisément métropole. Signe de la fracture et du risque qu'elle induit, les références résidentielles de luxe renvoient de plus en plus au modèle de l'architecture bunker d'Afrique du Sud avec ses hauts murs aveugles, ses défenses d'aciers agressives et ses fils barbelés. Sur les berges sud-occidentales du Nil Bleu, la première *gated community* centrée autour d'une riche famille élargie émerge, témoignant d'une recomposition totale des sociabilités, de la légitimité et du rapport à la société métropolitaine de ses élites.

LE DECENTREMENT

Le décentrement est encore plus marqué qu'il n'y paraît puisqu'il concerne à présent les activités commerciales avec le déplacement vers les souks populaires aux portes de l'agglomération de la majeure partie des échanges. Les souks plus centraux se requalifient et se spécialisent dans des produits moins pondéreux et plus coûteux. Il n'est donc pas question d'un étalement démographique sans qualité mais bien d'une recomposition fonctionnelle très prégnante. La ville traditionnelle se renverse, notamment à l'ouest avec l'immense Souk Libya qui capitalise le commerce de longue distance avec l'ouest du Soudan et même au-delà vers la Libye tout en s'ouvrant largement aux produits asiatiques. De même, les quartiers populaires illégaux développent tous des souks qui peu à peu forment des identités locales et des spécialisations associées aux régions d'origine des populations. Clairement, autour de ces marchés et des migrants, des couloirs migratoires se construisent recomposant les rapports entre la métropole et les provinces et d'une certaine façon jouant un rôle de redistribution des richesses.



Photo n°5 : Souk Umdurman – 2004 (C. Iverné)

De ce point de vue, Khartoum s'impose comme un immense pôle commercial qui met à disposition les produits importés pour les provinces et draine les productions régionales, le bétail notamment, mais aussi les produits de contrebandes passés par la Libye – des cigarettes aux armes à feu. Les gares routières associées y témoignent aussi d'une intense circulation. Le gouvernement n'est pas absent de ce décentrement, il

l'organise. Il impose des normes et des taxes, et prépare des trames d'accueil, comme actuellement à Arkawit au sud-est de Khartoum où plus de 400 boutiques sont prêtes à accueillir les commerçants. Cela favorise la décongestion du centre et une fixation des marchands qui facilite le contrôle et la collecte fiscale.

La diversité, marque de la métropolitaine, est bien là, même si toutes les normes sociales dominantes, de mariage et d'habiter notamment, ont pour objet la segmentation. A travers le redéploiement des souks et les réseaux interrégionaux forgés dans la migration, des populations issues des régions marginales, de l'Ouest surtout, *zaghawas* en particulier, se qualifient, acquièrent des compétences, intègrent des réseaux marchands et occupent des positions dominantes sur les nouveaux marchés. Inversement, dans les anciens sites, les positions prestigieuses, héritées et apparemment immuables, s'érodent. Cette dynamique des souks, stimulée par les intenses apports migratoires des décennies 1980-90, est significative de la qualité d'interface renouvelée entre les mondes sahéliens, africains et arabes de Khartoum. Khartoum est, de ce point de vue des échanges et du statut de ses marchands, une ville arabe et le devient encore plus avec la rente pétrolière qui n'incite pas à l'émergence d'un capitalisme productif dominant. Elle est aussi clairement africaine par la diversité qui s'y côtoie et qui, malgré toutes les normes ségrégatives, imprègnent les pratiques et les usages. C'est sans doute à l'échelle de la métropole aussi, à travers l'accommodation pacifique de la diversité et le partage des avoirs et du pouvoir, que se joue le futur du Soudan, son unité.

CONTINUITÉ ET INÉGALITÉS

Khartoum, à l'image du Soudan dont elle concentre les contradictions, incorpore brutalement, avec le pétrole, la crise de partage mondial d'un bien intermédiaire et une crise interne de redistribution socio-ethnique héritée, transmise et sans cesse remise au présent. Le Soudan se retrouve au cœur des jeux de concurrence impérialistes pour l'appropriation des dividendes pétroliers. L'exploitation pétrolière intensifie les pratiques minières d'exploitation du pays et se traduit déjà par un surinvestissement immobilier dans la capitale qui vise clairement à fixer la richesse rapidement acquise et à la transformer en valeur – Une attitude généralisée et stimulée par le contexte d'inflation et de dévaluation de la monnaie. La combinaison des rigidités internes et de l'appropriation exclusive des rentes donne cette morphologie très particulière, caractérisée par l'accentuation des contrastes, l'affichage ostentatoire des réussites fulgurantes et, finalement, des inégalités croissantes et toujours plus flagrantes.

Difficile, au-delà de ce constat, de dire l'avenir, même immédiat, de cette ville et la manière dont elle peut faire davantage métropole tant elle paraît labile et marquée par les incertitudes. Seule la continuité de la juxtaposition d'une agglomération populaire et d'une métropole rentière est certaine. De même, l'ethnicisation des rapports sociaux et par conséquent des rapports au sol ne sera pas remise en cause par la paix à venir car cette structuration fonctionnelle est profondément ancrée dans la société métropolitaine. Qui plus est, l'essor économique métropolitain non régulé qui suivra immédiatement la pacification des rapports Nord-Sud, n'est pas porteur d'un quelconque espoir d'une plus grande justice socio-spatiale forcément coûteuse, il accentuera au contraire les inégalités

– l'exemple de l'Afrique du Sud est de ce point de vue éloquent. La concurrence inégale dans l'appropriation du sol entre les deux dimensions de Khartoum construit ces paysages si particuliers faits de vides stratégiques, de réserves spéculatives, et de quartiers d'extrême densité totalement enclavés et excentrés, comme elle fait émerger des enclaves surprotégées pour les nantis relevant de la *bunker-architecture* sud-africaine et des *gated communities* nord-américaines.

Prolonger ce portrait et analyser plus avant les dynamiques supposent une approche détaillée de l'histoire foncière, des stratégies d'appropriation et des transactions comme de formation des espaces « donnés » en partage ou ouverts – public, est réducteur. Il apparaît absolument nécessaire d'analyser la constitution, la gestion, l'usage et l'accommodation des espaces publics tels que les souks qui forment, avec d'autres lieux de construction identitaire comme les lieux de culte ou les cimetières, les territoires de valeur structurants autour desquels se forment les polarités à venir.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABDALLAH A. 2001. *Le problème de l'eau dans la muhafaza d'Umdurman. Etude urbaine pour la période 1998-2000* (en arabe). Magistère de géographie, université de Khartoum, 152 p.

ABDEL RAHMAN B. 1991. "The urban primacy of Greater Khartoum". *The Future of Sudan's Capital Region : A Study in Development and Change*. Khartoum University Press. pp. 246-253.

ABU SIN M.E. & Davies H.R.J. (éd.). 1991. *The Future of Sudan's Capital Region : A Study in Development and Change*. Khartoum University Press. 273 p.

ABU SIN M.E. 1991. "Migration from Eastern Gezira into Greater Khartoum, A Case Study in Rural-Urban Migration and Population Integration Processes in Sudan". *GeoJournal*. N°25/1, pp. 73-79

AHMAD A. M. 1989. "Housing Submarkets for the Urban Pooors. The Case of Greater Khartoum". *Environment and Urbanization*. N°1/2, pp. 50-59

AKBAR D. 1988. *Crisis in the built environment. The case of the muslim cities*. Minar Book, Singapore, distribution Brill Publishing, 265 p.

HARAM A. I. 1999. *Ishash Fallata Relocation : an Appraisal of the Project Impact on New Hay el Engaz*, Magistère d'architecture, University of Khartoum, 115 p.

BAKHIT A.H. 1994. "Availability, Affordability, and Accessibility of Food System in Khartoum/Sudan". *GeoJournal*, n°34, vol. 3, pp. 263-269

BAKHIT A.H. & Johayna A. 1994. "Mubrooka : A study in the Food System of a Squatter Settlement in Omdurman/Sudan". *GeoJournal*, n°34, vol. 3, pp. 263-269

- BANNAGA S. 2001. *Les déplacés et la chance de la paix, l'expérience de Khartoum*. Université africaine, Centre de recherches et d'études africaines. N°67, 286 p. (en arabe).
- BANNAGA S. 1994. *La planification de l'habitat pour le sauvetage*, État de Khartoum, Ministère de l'équipement, 89 p. (en arabe).
- BANNAGA S. 1992. *Unauthorized and Squatter Settlements in Khartoum*. Ministry of Engineering Affairs. Khartoum State. (37 p. en anglais, 21 p. en arabe. 3 cartes).
- BARBOUR K.M. 1961. *The Republic of the Sudan. A Regional Geography*. University of London Press. 292 p.
- BARCLAY H. 1964. *Burri al Lamaab, a suburban village in the Sudan*. Ithaca, Cornell University Press. 296 p.
- BUSHRA (el) S. 1988. "The urban crisis and rural-urban migration in Sudan". *The geography of urban-rural interaction in developing countries* (Potter & Unwin éd.). Routledge. pp. 109-140.
- BUSHRA (el) S. 1980. *The development of industry in Greater Khartoum*. In Pons V., pp. 269-296.
- BUSHRA (el) S. 1976. *An Atlas of Khartoum Conurbation*. Khartoum University Press, 97 p.
- BUSHRA (el) S. 1975. "Sudan's triple capital : morphology and functions". *Ekistics*, n°39.
- BUSHRA (el) S. 1971. "The Evolution of the Three Towns". *African Urban Notes*. vol. 6, n°2, pp. 8-23.
- BUSHRA (el) S. 1970. *The Khartoum conurbation : an economic and social analysis*. PhD, Université de Londres (non publiée).
- BABIKER M. 1993. "Les inondations de Khartoum en 1988 : Impact et réactions des populations". *Égypte/Monde arabe*. N°17, pp. 137-150.
- DENIS E. 2002. "Du village au Caire, au village comme au Caire, vers la métropole-état". *L'Égypte dans son siècle 1901-2000*. *Égypte/ Monde Arabe*, Complexe, pp. 225-254.
- DERS 1994. "Hunger-Vulnerable Groups within the Metropolitan Food System in Khartoum". *GeoJournal*, n°34, vol. 3, pp. 257-261
- EL AGRAA O. 2002. "Physical decline and decay in Sudanese urban environment". *Sustainable Development in Sudan : Ten Years After Rio Summit* (Hassan Abdel Ati éd.). Environmentalists Society, Heinrich Boll Foundation, pp. 80-98.
- EL AGRAA O. et. al. 1985. *Popular settlements in Greater Khartoum*. Khartoum University Press.

- EL NIMR S. 1999. *Le Grand Khartoum. Etude urbaine* (en arabe). Magistère de géographie, Université de Khartoum, 154 p.
- EL FAIG A. 2000. *Real-Estate in Sudan Economy and the Rental Housing Market of Khartoum Town*. Magistère d'économie, Université de Khartoum, 161 p.
- EL TAHIR S. 2001. *Le secteur informel dans la province de Khartoum* (en arabe). Magistère d'économie, université de Khartoum, 87 p.
- EL TAYEB G. 2002. "Human development in Sudan from agenda 21 perspectives". *Sustainable Development in Sudan : Ten Years After Rio Summit* (Hassan Abdel Ati éd.). Environmentalists Society, Heinrich Boll Foundation, pp. 167-208.
- EL TAYEB G. 1989. *Industry and Peripheral Capitalism in the Sudan. A Geographical Analysis*. Khartoum University Press, 213 p.
- FAWZI-ROSSANO D. 2002. *Le Soudan en question*. La table Ronde. 304 p.
- GERTEL G. 1999. "Informeller Sektor : Zur Erklärungsreichweite des umstrittenen Konzepts. Das Beispiel Khartoum". *Geographische Rundschau*, n° 51, H. 12, pp. 705-711
- GERTEL G. 1993. *Krisenherd Khartoum*. Freiburger Studien zur Geographischen Entwicklungsforschung. Saarbrücken, Veirlag Breitenbach Publishers, 317 p.
- HASID G. 2000. "Local Level Authorities and Local Action in Greater Khartoum, Sudan", *The Arab World Geographer*, volume 3 number 4.
- IRETON F. 1994. "Quelques aspects de l'évolution démographique du Soudan 1956-1993". *Égypte/Monde arabe*. N°17, pp. 15-37.
- KAMEIR el W. 1980. "Nuer migrants in the building industry in Khartoum : A case of the concentration and circulation of labour". *Urbanization and Urban Life in Sudan* (Pons éd.). University of Hull. pp. 449-485.
- LAVERGNE M. 1997. "La violence d'État comme mode de régulation de la croissance urbaine : le cas de Khartoum (Soudan)". *Espace, Populations, Sociétés*. N°1, pp. 49-64.
- LAVERGNE M. 1995. "L'aménagement du Grand Khartoum, entre planification autoritaire et droit à la ville". *Annale de Géographie*. Université Saint-Joseph, Beyrouth. Vol. 16, pp. 75-115.
- MALIQALIM SIMONE A. 1994. *In whose image ? Political Islam and Urban Practices in Sudan*. The University of Chicago Press. 273 p.
- MORTON J. 1994. *The Poverty of Nation. The Aid Dilemma at the Heart of Africa*. British Academic Press. 263 p.
- MORICONI-EBRARD F. 2000. *De Babylone à Tokyo. Les grandes agglomérations du Monde*. Géophrys, 344 p.
- NORRIS W. 1985. *Desertification and the growth of the urban fringe : a case study from Omdurman, Sudan*. Unpublished PhD. University of Wales

- OBERT VOLL J. 1997. "Islam, Islamism, and Urbanization in Sudan : Contradictions and Complementaries". *Population, Poverty, and Politics in Middle East Cities* (Bonine M. éd.). University Press of Florida. pp. 285-303.
- PEROUSE DE MONTCLOS M-A. 2001. *Migrations forcées et urbanisation : le cas de Khartoum*. Centre Français sur la Population et le Développement. Dossier n°63, 70 p.
- PONS V. 1980. *Urbanization and Urban Life in Sudan*. University of Hull. 782 p.
- POWELL E. 2003. *A Different Shade of Colonialism. Egypt, Great Britain, and the mastery of the Sudan*. University of California Press. 260 p.
- RONES J. 1996. *Behind the red line. Political repression in Sudan*. Human Right Watch, New York, 145 p.
- RUPPERT H. 1988. "The Migration of the Zaghawa to Khartoum-Omdurman Conurbation". *Rural-Urban Migration and Identity Change. Case Studies from Sudan*. (Ibrahim F. & Ruppert éd.), Bayreuth, pp. 63-78
- SOLEIMAN Y. 1999. *Degradation of the Urban Environment in Greater Khartoum : The case of Abu Sied*. Magistère de géographie, Université de Khartoum, 109 p.
- STEVENSON R.C. 1980. "Khartoum during the Turco-Egyptian occupation". *Urbanization and Urban Life in Sudan*. University of Hull. pp. 97-133.
- YATH A.W. 1991. "The Effect of Differential Access to Accomodation on the Dinka Migrants in Khartoum. The Example of Gereif West". *Geojournal*. N°25/1, pp. 19-26.
- WANI-GORE p. 1991. "Effect of disasters on population redistribution". *Disaster prevention and management in Sudan* (Abu Sin M. éd.), Khartoum University Press, 1991, pp. 65-81.
- WOODRUFF B.A. & al. 1993. "Disease Surveillance and Control after a Flood : Khartoum, 1988". *Disasters*. Vol. 14, n°2 p. 151-163.
- YATH Y.A. 1997. "On the Migrant's Attitude Towards Their Works-place in Greater Khartoum. The Example of the Dinka in Greif West". *Forschungen im Sudan* (Pörtge K.-H. éd.), Erfurt, pp. 125-139
- ZIEGLER p. 1973. Omdurman. Londres, Rex Collins, 240 p